

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 596

[2009/200593]

5 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant la mise en révision du plan de secteur de Marche-La Roche (planches 49/5, 55/1 et 55/2) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la carrière de Préalles sur le territoire de la commune de Durbuy (Heyd) et, au titre de compensations planologiques, de l'affectation en zones agricole et forestières de terrains inscrits en zone d'extraction sur le territoire de la commune de Durbuy (Heyd et Tohogne)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (CWATUP), notamment les articles 1^{er}, 22, 23, 25, 32, 35, 36, 42, 43, 44 et 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional (SDER), adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 1987 établissant le plan de secteur de Marche-La Roche;

Considérant que l'option retenue par le SDER en ce qui concerne la protection et la gestion des ressources du sous-sol est de répondre aux besoins d'espaces nécessaires à l'activité extractive pour les trente prochaines années;

Considérant le Contrat d'avenir pour les Wallonnes et les Wallons, adopté le 20 janvier 2005, et les Actions prioritaires pour l'Avenir wallon, adoptées le 30 août 2005;

Considérant l'étude des ressources du sous-sol de la province du Luxembourg réalisée à la demande de la Région wallonne, menée par le professeur E. Poty et publiée le 27 septembre 2000 par le Laboratoire d'Analyses Litho- et Zoostratigraphiques de l'Université de Liège;

Considérant qu'en date du 27 mars 2002, le Gouvernement wallon a chargé le Ministre de l'Aménagement du territoire de procéder à l'instruction des dossiers de demande d'inscription de zones d'extraction sur base des critères suivants :

- l'existence d'un opérateur économique motivé à exploiter la zone;
- l'introduction auprès du Cabinet et de l'Administration d'un dossier documenté;
- un site validé par l'étude Poty évoquée ci-dessus;
- une demande correspondant à un plan stratégique de développement de l'entreprise, en termes économiques, d'emplois et de mobilité durable;
- une demande s'inscrivant dans au moins une des priorités suivantes :
 - l'exploitation actuelle ne peut se poursuivre plus de six ans dans les limites actuelles du plan de secteur, en fonction du rythme d'exploitation actuel, sauf circonstances exceptionnelles motivées dans le plan stratégique;
 - la demande contribue à maintenir un potentiel productif dans un matériau servant d'intrant dans un secteur économique important en Wallonie;

Considérant l'inventaire des sites présentant un intérêt biologique réalisé en 1985 et son actualisation par la FUL (Fondation universitaire luxembourgeoise ASBL), pour le périmètre concerné par le présent avant-projet, suite à deux visites de terrain effectuées en 1997;

Considérant l'inventaire des périmètres d'intérêt paysager et des points de vue remarquables réalisé en 2002 par l'ASBL ADESA (Action de Défense de l'Environnement de la Vallée de la Senne et de ses Affluents) en convention avec la Région wallonne;

Considérant que le présent avant-projet de plan sera soumis à une étude d'incidences de plan, en application de l'article 42 du CWATUP; que les conclusions de cette étude seront d'autant plus importantes que la demande de permis unique qui interviendra après adoption définitive de la révision de plan de secteur pourrait ne pas être soumise à étude d'incidences sur l'environnement;

Considérant que la SPRL Carrières de Préalles exploite un gisement de pierre calcaire sur le territoire de la commune de Durbuy (Heyd) pour la production de concassé et de sable, matériaux utilisés pour la fabrication du béton, pour la construction, pour les infrastructures routières et tous autres travaux de génie civil et pour les services d'hiver (sablage); que la carrière est ouverte dans le versant nord d'un vallon formé par le ruisseau de Tour, à 450 mètres de sa confluence avec l'Aisne;

Considérant que le matériau extrait est un calcaire biostromal de la formation du Mont d'Haus, une série calcaire d'âge Givetien supérieur (dans le Dévonien moyen), de 140 mètres de puissance, encadrée au sommet et à la base par des schistes non exploitables;

Considérant que cette exploitation s'effectue dans une zone d'extraction reprise au plan de secteur de Marche-La Roche et qu'elle en occupe la partie orientale avec environ 13 hectares découverts sur 25 hectares inscrits;

Considérant que la production annuelle moyenne s'élève entre 300 000 et 400 000 tonnes, ce qui génère un emploi direct et indirect de 11 personnes; qu'il appartiendra à l'auteur de l'étude d'incidences de plan de préciser et d'actualiser ces chiffres;

Considérant que 70 % de la clientèle est située dans un rayon de moins de 50 kilomètres (marché local) et que les 30 % restants ne se situent pas au-delà de 200 kilomètres, vu la faible valeur ajoutée du produit extrait et le coût du transport; que les clients sont aussi bien des entreprises privées que des services publics (Région wallonne, communes,...); qu'il appartiendra à l'auteur de l'étude d'incidences de plan de préciser les besoins actuels et à venir du marché local en concassé (et sable) calcaire pour confirmer la valorisation de la production;

Considérant que l'acheminement des produits se fait exclusivement par transport routier et engendre un charroi compris entre 40 véhicules (en hiver) et 120 véhicules (en été) par jour dans chaque sens, la charge utile moyenne étant d'une vingtaine de tonnes par véhicule; que plus de 95 % de la circulation accède à la carrière par la route N806 via le pont sur l'Aisne et l'ancienne route de Heyd; que la nouvelle voirie aménagée par l'exploitant entre le pont sur l'Aisne et Heyd permet au trafic local d'éviter la carrière; qu'il appartiendra à l'auteur de l'étude d'incidences de plan de préciser le rythme, l'importance et l'itinéraire du charroi;

Considérant qu'une étude géotechnique et géologique effectuée en 1996 par la FUL et Aquiground Consult a conclu que le gisement de calcaire s'étend en direction du nord par rapport à la zone de découverte actuelle et que la partie ouest de la zone d'extraction (6 hectares sur 25 hectares actuellement inscrits au plan de secteur) n'est pas exploitable en raison de la nature schisteuse des roches (formation de Fromelennes);

Considérant que l'étude des ressources du sous-sol de la province du Luxembourg réalisée en 2000 par l'Université de Liège, a confirmé les conclusions de l'étude géotechnique réalisée en 1996; qu'elle a, en outre, établi que la partie nord-est de la zone d'extraction (3,6 hectares sur 25 hectares inscrits au plan de secteur) représente une réserve de calcaire de plus mauvaise qualité (formation des Trois-Fontaines), exploitable moyennant le retrait d'une couche de 25 mètres de dépôt calchisteux inexploitable de la formation de Terres d'Haurs;

Considérant, d'une part, que, hormis ces quelque 3,6 hectares, la découverte du site d'extraction est arrivée aux limites des zones exploitables et autorisées, et, d'autre part, que l'exploitation est limitée en profondeur par le niveau de la nappe aquifère;

Considérant que cette situation ne permet plus d'assurer la pérennité de l'exploitation au-delà des deux prochaines années;

Considérant que, dès lors, pour assurer la poursuite de son exploitation au-delà de l'échéance de deux ans, la SPRL Carrières de Préalles sollicite l'inscription en zone d'extraction d'un ensemble de terrains situé dans le prolongement nord de l'exploitation actuelle; que ces terrains correspondent bien au gisement défini dans l'étude de l'Université de Liège réalisée en 2000;

Considérant que le dossier remplit bien les critères définis par le Gouvernement wallon en date du 27 mars 2002 pour l'instruction, par le Ministre de l'Aménagement du Territoire, des dossiers de demande d'inscription de zones d'extraction;

Considérant que le choix de l'extension du site de Préalles se justifie en raison de l'absence d'un site alternatif crédible à l'échelle locale, du coût élevé de transport du produit exploité à faible valeur ajoutée, qui impose une localisation à proximité des marchés (le nord de la province du Luxembourg et la province de Liège) et de la rareté des matériaux produits au niveau local, les autres carrières de granulats calcaires les plus proches se trouvant à plusieurs dizaines de kilomètres;

Considérant que les terrains dont l'inscription en zone d'extraction est envisagée présentent une superficie de 8 hectares et sont affectés en zone agricole pour 5,3 hectares et en zone forestière pour 2,7 hectares au plan de secteur de Marche-La Roche; que ces terrains sont délimités :

- à l'ouest par une ligne fictive reliant les coins ouest des parcelles 478A et 494C;
- au nord par la limite englobant les parcelles 494C, 551, 495, 564, 378A, 373C et 373D, ce qui correspond, en partie, environ à la courbe de niveau "210 mètres";
- au nord-est par une ligne fictive reliant les coins nord des parcelles 373D et 356A;
- à l'est et au sud, par l'ancienne route desservant les parcelles situées au nord de la carrière (route vouée à disparaître), et délimitant en partie la zone d'extraction correspondant à l'actuel site d'exploitation;

Considérant que, sur base des éléments géologiques connus, le gisement visé correspondrait à 4 500 000 m³, soit 7 500 000 tonnes (densité de 2,5 mais 1/3 de pertes) et devrait permettre de maintenir, sans augmentation, le niveau de production annuel actuel, de l'ordre de 350 000 tonnes, pendant vingt et un ans, et d'assurer ainsi le maintien de 11 emplois;

Considérant que la carrière est déjà munie des infrastructures et équipements nécessaires à son fonctionnement, en particulier un bassin de décantation dont l'exploitation est dûment autorisée; que son utilisation étant aujourd'hui limitée à quelques années, l'exploitant prévoit l'emploi d'un filtre à presse, condition nécessaire pour le maintien de l'exploitation; qu'il appartiendra à l'auteur de l'étude d'incidences de plan de vérifier la faisabilité de la mise en œuvre de ce procédé;

Considérant que l'exploitant ne prévoit pas de modification aux installations en place ni aux accès par rapport à la situation existante; que l'extension de la carrière entraînera la suppression du chemin situé au nord de la zone d'extraction actuelle, mais que l'accès aux parcelles agricoles au nord-ouest de la carrière pourra se faire par l'ancienne route communale qui longe le sud de la carrière et rejoint sa partie nord en la contournant par l'ouest; que cette dernière pourrait être réhabilitée si nécessaire;

Considérant qu'il ressort de l'analyse, sur le plan des sensibilités et contraintes environnementales, des terrains faisant l'objet de la présente révision de plan de secteur et de ceux situés à leurs abords :

— que la carrière est relativement isolée par rapport aux riverains, ce qui limite l'impact des nuisances; que l'extension prévue de la zone d'extraction s'effectue en particulier en direction d'une zone de loisirs, mais qu'elle ne s'approchera pas à moins de 150 mètres de cette dernière, qui, de surcroît, se situe 50 mètres en contrebas, séparée par l'écran naturel que constitue le versant; que la distance minimum entre la nouvelle zone d'extraction et le village d'Aisne est également de 150 mètres avec une petite zone boisée en guise d'espace tampon; qu'un merlon boisé de 10 mètres de large est prévu par l'exploitant sur toutes les sections du périmètre de la nouvelle zone d'extraction en contact avec des espaces ouverts;

— que la disposition des installations de la carrière dans un vallon sinueux réduit la propagation du bruit et la dispersion des poussières et que, pour limiter le soulèvement de poussières provoqué par le passage des camions, les endroits névralgiques sont mouillés pendant les périodes sèches; que les émissions de bruit, principalement en provenance des installations de traitement (chargement, criblage, concassage...), l'émission de poussières et la fréquence des tirs de mine (2 à 3 tirs par mois) resteront inchangées et que les mesures réalisées lors des tirs seront maintenues; qu'il appartiendra à l'auteur de l'étude d'incidences de plan de vérifier si des capteurs de vibration supplémentaires ne devraient pas être installés, étant donné la présence de karst et son effet potentiel sur le ressenti des tirs de mine dans le voisinage, et d'analyser plus en profondeur l'impact actuel et projeté des émissions de bruit et de poussières aux abords de la carrière, en particulier celles provoquées par le charroi;

— que le seul impétrant relevé est une conduite d'eau qui borde la nouvelle route de Heyd au pont sur l'Aisne, mais qui, au plus proche, passe à une centaine de mètres à l'est du périmètre concerné;

— qu'en conclusion d'une analyse faisant suite à une recherche géocentrique effectuée en 2003, aucun des captages identifiés ne subit l'influence de la carrière, même en cas d'exploitation de toute la nouvelle zone d'extraction;

— que l'extraction actuelle se fait déjà sous le niveau de la nappe aquifère et que les eaux d'exhaure sont rejetées dans l'Aisne; que, pour la nouvelle zone d'extraction demandée, il est prévu d'exploiter le gisement quelques mètres en-dessous du niveau de cette rivière; qu'il appartiendra à l'auteur de l'étude d'incidences de plan de contrôler la cote-plancher du fond de carrière que l'exploitant a atteinte et/ou souhaite atteindre en regard du niveau de l'Aisne et d'analyser l'impact du rabattement du niveau de la nappe aquifère ainsi que les rejets;

— que des phénomènes karstiques sont observés dans et à proximité immédiate de la carrière (entre autres des observations réalisées durant les anciennes phases d'exploitation confirmaient l'existence d'une rivière souterraine sous le plancher de la carrière, dont l'écoulement pourrait être perturbé en cas d'approfondissement); qu'il appartiendra à l'auteur de l'étude d'incidences de plan de mener une étude plus poussée pour connaître le circuit souterrain des eaux ainsi que leur mode de résurgence, sachant qu'une meilleure connaissance du réseau karstique pourrait mettre en évidence un rendement potentiel moindre et nécessiter une réévaluation du délai d'exploitabilité du site, et d'analyser l'impact du rabattement de la nappe sur les structures karstiques (risque de dénoyage);

— que la gestion des stériles d'exploitation doit faire l'objet d'une attention particulière, vu le caractère lacunaire des informations fournies par le demandeur en la matière et compte tenu des niveaux calcaireux à exploiter avant d'atteindre de meilleurs niveaux calcaires plus au nord, et qu'il appartiendra à l'auteur de l'étude d'incidences de plan d'apporter des précisions sur leur volume attendu, leur stockage et leur utilisation finale;

— que la nouvelle zone d'extraction remplacera des zones forestières qualifiées par la FUL "de très grande qualité biologique" lors de ses observations en 1997, en raison de la présence de deux écotopes intéressants comportant des espèces végétales protégées; que la dérogation aux mesures de protection de ces espèces, prévue à l'article 5 de la loi du 12 juillet 1973 sur la Conservation de la Nature modifiée par le décret du 6 décembre 2001, devra être demandée et obtenue;

— que le site est propice à la nidification du Hibou Grand Duc, une espèce protégée, pour lequel le front de taille de la carrière constitue un habitat de substitution et que sa présence peut être compatible avec la poursuite de l'exploitation et l'extension de la carrière;

— que la portion du plan de secteur proposée à révision n'empiète pas sur le périmètre Natura2000 "Basse vallée de l'Aisne" (code BE34007) qui l'entoure, dont une excroissance vers le sud détermine d'ailleurs la limite septentrionale de la nouvelle zone d'extraction; que cette proximité justifie pleinement de confier à l'auteur de l'étude d'incidences de plan une analyse plus poussée de l'impact de l'exploitation de cette dernière sur la biodiversité, en particulier sur ledit périmètre Natura2000;

— que, pour limiter l'impact paysager, la limite est de la nouvelle zone d'extraction suit la courbe de niveau "210 mètres", de sorte que, à terme, l'exploitation de la nouvelle zone d'extraction conduira à ne diminuer la hauteur du versant visible depuis l'est (depuis la route N806) et le sud-est (depuis le village d'Aisne) que d'une dizaine de mètres; que, vu que, conjointement, le rideau d'arbres présent sera maintenu en place en bordure est de la carrière et, pour la zone non masquée par la forêt, un merlon boisé sera placé en bordure est du périmètre, en continuité avec la zone forestière existante, la vue depuis la vallée de l'Aisne devrait rester quasi identique à ce qu'elle est actuellement; que ces considérations méritent de faire l'objet d'une étude plus approfondie, de même qu'il appartiendra à l'auteur de l'étude d'incidences de plan de vérifier l'impact de l'extension de la carrière sur la qualité de trois points de vue remarquables répertoriés par l'ADESA en 2002: le point de vue vers l'est depuis la Ferme de Hottemme (Unité 6F2 - Point 1), le point de vue vers le nord depuis la route de Heyd à Tour (Unité 6F - Point 5) et le point de vue vers le nord-ouest depuis la rue Vöye del Rotche à Frinne, à Heyd (Unité 6F1 - Point 8);

Considérant que le présent avant-projet de révision de plan de secteur répond au prescrit de l'article 46, § 1^{er}, 2^o, du Code wallon de d'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (CWATUP) qui proscribit tout développement linéaire de l'urbanisation le long de la voirie;

Considérant que l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, du CWATUP impose que l'inscription au plan de secteur de toute nouvelle zone destinée à l'urbanisation soit compensée par la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation en zone non destinée à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement;

Considérant dès lors qu'il est envisagé de compenser planologiquement l'inscription de la nouvelle zone d'extraction par l'affectation en zones non urbanisables de terrains actuellement repris en zone d'extraction, à savoir :

- sur le territoire de la commune de Durbuy (Heyd), dans la partie occidentale du site de la carrière de Préalles, des terrains d'une superficie de 3,5 hectares affectés en zone agricole et une surface boisée "de grande qualité biologique" (selon l'étude de la FUL en 1997), d'une superficie de 2,2 hectares, affectée en zone forestière;

- sur le territoire de la commune de Durbuy (Tohogne), sur le site de l'ancienne carrière de Haute Kimone, sis dans la forêt du Bois de Viné, des terrains d'une superficie de 2,5 hectares affectés en zone forestière;

Considérant que l'affectation en zone forestière de la surface boisée de 2,2 hectares susmentionnée rencontre la volonté de *garantir la conservation de son équilibre écologique*, conformément à l'alinéa 1^{er} de l'article 36 du CWATUP, dans un souci de cohérence avec l'affectation des zones boisées contiguës, présentant une qualité biologique comparable et inscrites en périmètre Natura2000; que le maintien de cette surface boisée permet de préserver l'intérêt paysager que l'ADESA lui a reconnu en l'incorporant en partie dans un "périmètre d'intérêt paysager" lors de son inventaire de 2002;

Considérant, en synthèse, que le présent avant-projet consiste à modifier le plan de secteur de Marche-La Roche de manière à permettre la poursuite des activités de la SPRL Carrières de Préalles sur des terrains inscrits en zones agricole et forestière au plan de secteur au nord de l'exploitation actuelle, sur le territoire de la commune de Durbuy, et à compenser l'inscription de cette nouvelle zone d'extraction par l'affectation en zones agricole et forestières de terrains actuellement repris en zone d'extraction, mais inexploitable et/ou présentant des qualités biologiques avérées ou potentielles, situés sur le territoire de la commune de Durbuy;

Considérant qu'il résulte de l'ensemble de ces développements, issus de l'évaluation des besoins et de l'analyse de la situation existante de fait et de droit, que le présent avant-projet est apte à pourvoir, dans le respect des objectifs énoncés à l'article 1^{er} du CWATUP, aux besoins d'espaces destinés à la poursuite de l'activité extractive de la firme Carrières de Préalles SPRL pour une vingtaine d'années;

Considérant que le présent avant-projet est conforme au schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté le 27 mai 1999, en ce qu'il vise une valorisation adéquate du matériau extrait et permet de répondre aux besoins à moyen terme de la collectivité;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement décide la mise en révision des planches 49/5, 55/1 et 55/2 du plan de secteur de Marche-La Roche en vue de permettre l'extension de la carrière dite de Préalles.

Art. 2. L'avant-projet de révision des planches 49/5, 55/1 et 55/2 du plan de secteur de Marche-La Roche en vue de l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la carrière de Préalles sur le territoire de la commune de Durbuy (Heyd) et, au titre de compensations planologiques, de l'affectation en zones agricole et forestières de terrains inscrits en zone d'extraction sur le territoire de la commune de Durbuy (Heyd et Tohogne) est adopté conformément au plan ci-annexé.

Art. 3. Le Gouvernement adopte le projet de contenu de l'étude d'incidences annexé au présent arrêté.

Art. 4. Le Gouvernement charge le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial de soumettre le projet de contenu de l'étude d'incidences pour avis à la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) et au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable (CWEDD) et de le lui représenter ensuite pour adoption.

Namur, le 5 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Annexe

Avant-projet de révision du plan de secteur de Marche-La Roche (planches 49/5, 55/1 et 55/2) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la carrière de Préalles sur le territoire de la commune de Durbuy (Heyd) et, au titre de compensations planologiques, de l'affectation en zones agricole et forestières de terrains inscrits en zone d'extraction sur le territoire de la commune de Durbuy (Heyd et Tohogne)

CONTENU DE L'ETUDE D'INCIDENCES DE PLAN DE SECTEUR

1. Ampleur

Aucun élément de l'avant-projet n'est dispensé de l'étude d'incidences.

2. Degré de précision des informations

Le cahier spécial des charges retenu ci-dessous constitue un document-type dont le degré de précision est considéré comme suffisant au regard de l'article 42 du Code.

Une attention toute particulière sera accordée à l'analyse des conséquences éventuelles de l'avant-projet sur les éléments de fait suivants :

- l'emploi généré et le rythme d'exploitation (quantités produites);
- les vibrations (tirs de mine) et les émissions de bruit et de poussières;
- le rythme, l'importance et l'itinéraire du charroi;
- la compatibilité de l'avant-projet avec le principe de gestion parcimonieuse des ressources du sous-sol sur le plan de l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché du concassé et du sable calcaire et sur le marché du granulats en général;
- la faisabilité de la mise en œuvre et de l'utilisation d'un filtre à presse en remplacement du bassin de décantation actuel;
- l'hydrogéologie : contrôle de la cote-plancher, analyse de l'impact de l'exhaure (en termes de rabattement de la nappe, de risque de dénoyage, de rejets);
- les contraintes karstiques : connaissance du circuit des eaux souterraines, du réseau karstique, réévaluation éventuelle du délai d'exploitabilité du site;
- la gestion des stériles (volume, stockage et utilisation finale);
- la biodiversité : dans le périmètre affecté à la nouvelle zone d'extraction, dans les zones désaffectées à titre de compensation et dans le périmètre Natura2000 proche;
- l'impact paysager (notamment la qualité de trois points de vue remarquables répertoriés par l'ADESA en 2002).

PHASE I.

Introduction

L'introduction a pour but de replacer l'étude d'incidences dans son contexte et vise notamment à clarifier la procédure pour le public.

1. Rappel de la procédure de révision d'un plan de secteur - articles 42 à 46 du CWATUP
2. Avant-projet de révision du plan de secteur adopté par le Gouvernement wallon y compris les mesures d'atténuation relatives à la mise en œuvre du projet (article 42, 1°)
3. Acteurs de la révision du plan de secteur
 - 3.1. Décideur

Gouvernement wallon représenté par le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions.
 - 3.2. Initiateur de la demande

Promoteur du projet, société ou personne physique exploitant le site carrier. Organigramme de la société (notamment quand plusieurs filiales, ou plusieurs sociétés dans un groupe). Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.
 - 3.3. Auteur de l'étude d'incidences

Bureau d'études agréé : préciser les catégories et la durée des agréments, les différentes personnes qui ont collaboré à l'étude en spécifiant leurs compétences. Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.
4. Contraintes potentielles relevées par l'administration

Il s'agit des contraintes relevées par l'administration sur la base de l'analyse de la situation de droit et de fait, ainsi que sur la base des différents avis réceptionnés à ce stade de la procédure (CBE, CCAT, MET, DGA, DGRNE - DNF, DE, DPA -, CRAT, CWEDD, CRAEC, CRMSF, les sociétés de distribution d'eau, Elia, SNCB, Défense nationale,...).

CHAPITRE I^{er}. — *Description de l'avant-projet de plan1.*

Objet de la révision de plan de secteur (article 42, 1°)

- Localisation et superficie de la (des) zone(s) d'extraction (ou autres zones et/ou périmètre(s) prévu(s) à l'article 40 du Code) inscrite(s) à l'avant-projet de plan, en ce compris les compensation planologiques :
 - localisation exacte (province(s), commune(s), lieu-dit, rue, n° de planche IGN, coordonnées Lambert) et illustration sur cartes routière et topographique (1 : 50 000 et 1 : 10 000) + orthophotoplan au 1 : 10 000
 - parcelles cadastrales concernées par la révision de plan de secteur reportées sur fond IGN au 1 : 10 000 et 1 : 25 000, préciser la superficie totale propriété du demandeur,...;
 - affectations au plan de secteur (actuelles et projetées) (cartes 1 : 10 000 et 1 : 25 000), préciser les superficies des zones dont l'affectation change (y compris les périmètres prévus à l'article 40 du Code). Le cas échéant, préciser les prescriptions supplémentaires prévues (cf. article 41 du Code).
 - Description géologique du gisement visé par la révision du plan de secteur :
 - situation régionale : bassin ou massif structural;
 - gisement : lithologie, âge, formation, membre, puissance totale et puissance valorisée, structure des couches (pendage et direction), nature et épaisseur de la couverture, ...; joindre un extrait de la carte géologique la plus récente; établir au moins une coupe géologique au droit de la future exploitation; joindre les résultats de forages et/ou de prospection géophysique, les résultats d'analyses physico-chimiques ou tout autre élément relatif à la qualité du gisement à exploiter;
 - contraintes géotechniques : karst, accidents tectoniques (fractures et failles), hydrogéologie, anciens travaux miniers.

— Projet d'exploitation envisagé :

- production : détailler les produits de la carrière; préciser les quantités (en tonnes ou mètres cubes), une éventuelle croissance prévue; préciser les valorisations actuelles et ou projetées (nouveaux produits) y compris pour les stériles (expliquer les utilisations et applications);
- techniques d'extraction et de traitement de la roche (flow-sheet de l'exploitation);
- phasage de l'occupation (en ce compris la gestion des stériles, des eaux d'exhaure et le réaménagement);
- infrastructures projetées (dans le périmètre de l'avant-projet et en-dehors).

1. Identification et explicitation des objectifs de la révision de plan de secteur (article 42, 1^o)

Il s'agit d'une mise en évidence et d'une compréhension des objectifs du Gouvernement visés dans l'arrêté d'avant-projet de plan.

Il ne s'agit pas d'un recopiage, ni d'une interprétation.

2. Analyse critique de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet au regard des plans et programmes pertinents (article 42, 1^o)

Cette analyse doit comporter, entre autre, la vérification de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet avec les enjeux présentés dans les documents régionaux réglementaires et d'orientation, à savoir le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, ainsi que les différents plans et programmes, tels le Schéma de Développement de l'Espace régional, le Plan d'Environnement pour le Développement durable, le Contrat d'Avenir pour la Wallonie actualisé,...

Il ne s'agit pas ici de résumer les objectifs desdits documents régionaux mais bien d'analyser les objectifs de l'avant-projet au regard de ces documents.

CHAPITRE II. — *Justification socio-économique de l'extension d'une zone d'extraction au plan de secteur*

Ce chapitre vise à vérifier si les terrains inscrits en zone d'extraction au plan de secteur au sein d'un territoire pertinent (à identifier) permettent de répondre à la demande et à identifier les principaux impacts socio-économiques de la révision du plan de secteur (article 42, 2^o)

1. Evaluation du besoin

1. Caractéristiques du produit

Spécificités, valeur ajoutée et usages du produit, identification des produits concurrents ou de substitution et des avantages et inconvénients comparatifs du produit considéré par rapport aux produits concurrents, type de transport utilisé et part des transports dans le coût du produit.

2. Evaluation de la demande

Il s'agit ici d'évaluer les perspectives de production de l'exploitant en fonction des perspectives du marché du matériau extrait.

1.2.1. Marché global du matériau : situation actuelle et perspectives de développement :

— Evaluer les débouchés actuels (effectifs et potentiels) du matériau extrait en fonction de ses divers usages (préciser le cas échéant l'intérêt patrimonial de la roche extraite) et de l'échelle du marché (l'aire de chalandise), du local à l'international.

Si l'exercice est pertinent, citer et localiser sur une carte les principales entreprises actuellement clientes (effectives et potentielles) et l'intérêt qu'elles peuvent tirer de la mise en exploitation du site; dans le cas contraire, cartographier et caractériser l'aire de chalandise.

— Evolution du marché dans les trente prochaines années : on prendra notamment en considération l'évolution des usages du produit, le développement des produits de substitution et l'évolution prévisible des coûts de transport.

1.2.2. Position occupée par l'entreprise sur le marché (actuel et futur) :

— Identification de la concurrence tant régionale qu'internationale extrayant le même matériau et s'adressant à la même aire de chalandise (localiser chacun des sites concurrents sur une carte).

— Estimation de la part relative de l'entreprise dans le marché défini ci-dessus.

— Perspectives de croissance de l'entreprise en fonction de l'évolution du marché et des perspectives de production des entreprises concurrentes (prendre également en considération les demandes de révision de plan de secteur).

1.2.3. Conclusion sur les perspectives de production de l'entreprise à trente ans.

1. Evaluation des potentialités du plan de secteur

Il s'agira ici d'évaluer les potentialités qu'offre le plan de secteur en vigueur pour répondre tant quantitativement que qualitativement à la demande validée au point 1.2.3.

Cette évaluation se fera en deux temps :

— Dans un premier temps, on examinera la zone d'extraction actuellement exploitée;

— Dans un second temps, on examinera les zones d'extraction correspondant à un gisement de même nature, inscrites au plan de secteur au sein de l'aire de chalandise déterminée précédemment, ne correspondant pas aux perspectives de développement des entreprises concurrentes identifiées au point 1.2.2.

Pour chacun de ces sites, qui seront localisés sur une carte, il y aura lieu de préciser les caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

Il y aura également lieu de vérifier l'accessibilité du site et la présence des infrastructures nécessaires, la possibilité d'exploiter en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines) ainsi que la localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

1. Conclusion sur l'évaluation des besoins

Il s'agit ici de conclure sur la nécessité d'étendre ou de créer une zone d'extraction au plan de secteur au sein de la zone de chalandise identifiée.

1. Impacts socio-économiques

Il s'agit ici d'estimer l'activité économique induite (tant en amont qu'en aval) par l'exploitation, l'emploi direct et indirect créé et les retombées financières générées (taxes, redevances,...).

CHAPITRE III. — *Validation de la localisation de l'avant-projet*

Identification et analyse des variantes de localisation

Il s'agit ici, à l'échelle de l'aire de chalandise, de valider ou non la localisation de l'avant-projet :

- au regard des options régionales qui s'appliquent à ce territoire;
- en fonction des critères de localisation identifiés au point 1.3. et, s'il échet, de rechercher des variantes de localisation au sein de ce territoire. (article 42, 11^o)

1. Transcription spatiale des grandes options régionales

Il s'agit de transcrire, sur le territoire constituant l'aire de chalandise, les options prévues par les documents régionaux d'orientation (SDER, PEDD, Contrat d'Avenir, plans stratégiques transversaux,...).

2. Explicitation des principaux critères de localisation répondant aux objectifs de l'avant-projet tels que validés au point 3 du chapitre I^{er}

On examinera en tous cas les éléments suivants :

2.1. Caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

2.2. Localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures

2.3. Accessibilité

2.4. Présence d'infrastructures nécessaires

5. Possibilités d'exploitation en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines)

1. Validation de la localisation de l'avant-projet

Il s'agit ici de vérifier que la localisation de l'avant-projet n'entre pas en contradiction avec les options régionales identifiées au point 1. et respecte les critères de localisation explicités au point 2.

2. Recherche et présentation d'alternatives de localisation à l'avant-projet

Il s'agit ici de rechercher des alternatives de localisation à l'avant-projet en appliquant au territoire de l'aire de chalandise les critères de localisation dégagés au point 2. en tenant compte des options régionales identifiées au point 1.

Ces variantes de localisation seront brièvement présentées.

3. Sélection d'alternatives de localisation

Il s'agit ici de comparer l'avant-projet et les variantes de localisation au regard :

- des options régionales;
- des critères de localisation;
- des potentialités et contraintes humaines, socio-économiques et environnementales du territoire de l'aire de chalandise;
- des coûts de mise en œuvre à charge de la collectivité, et de sélectionner une ou plusieurs variantes de localisation.

Si aucune alternative de localisation ne répond mieux aux critères de localisation que l'avant-projet, il n'y a pas lieu de sélectionner d'alternative.

CHAPITRE IV. — *Examen des compensations (articles 42, 10^o et 46 du CWATUP)*

Il n'appartient pas à l'auteur de l'étude d'incidences de plan de se prononcer sur le mode de compensation (planologique-alternative) retenu par le Gouvernement dans l'avant-projet de révision, ni de proposer d'autres formes de compensation alternative. De même, l'appréciation de la proportionnalité des éventuelles compensations alternatives à l'impact sur le voisinage de la zone destinée à l'urbanisation prévue à l'avant-projet n'est pas du ressort de l'auteur de l'étude.

Cependant, pour les compensations planologiques, il lui revient :

- de valider leur localisation au regard des besoins économiques, sociaux, environnementaux et patrimoniaux ainsi que de la situation existante de fait et de suggérer des localisations alternatives s'il échet;
- d'en proposer un phasage éventuel en fonction d'un phasage de l'exploitation ou de valider celui que prévoirait l'avant-projet.

Pour les compensations alternatives à finalité énergétique, environnementale ou de mobilité déjà retenues au stade de l'avant-projet et pour autant, en ce qui concerne ces dernières, qu'elles portent sur la réalisation d'infrastructures, équipements ou installations, il lui revient de vérifier l'adéquation de la nature de ces infrastructures, équipements et installations aux enjeux énergétiques, environnementaux et/ou de mobilité à rencontrer ainsi que la pertinence de leur localisation, en tenant également compte de la situation existante de fait;

PHASE II.

CHAPITRE V. — *Identification et analyse des contraintes et potentialités des sites de l'avant-projet et des variantes de localisation*

1. Description du cadre réglementaire

1. Zones et périmètres d'aménagement réglementaires

1.1.1. Niveau régional (plan de secteur, règlement régional d'urbanisme, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, règlement général sur les bâtisses en site rural,...)

1.1.2. Niveau communal (plan particulier d'aménagement, plan communal d'aménagement, plan communal d'environnement pour le développement durable, plan communal de développement de la nature, schéma de structure communal, règlement communal d'urbanisme, plan communal général d'égouttage,...)

2. Biens soumis à une réglementation particulière

1.2.1. Faune et flore (statut juridique des bois et forêts, parc naturel, réserves naturelles, périmètres Natura2000, sites d'intérêt communautaire (ZSC), habitats naturels (décret du 6 décembre 2001) et espèces d'intérêt communautaire,...) (article 42, 5^o)

1.2.2. Activités humaines (statut juridique des voiries et voies de communication, réseau RAVeL, industries et équipements à risque majeur SEVESO,...) (article 42, 6^o)

3. Périmètres d'autorisation à restriction de droits civils

(lotissements existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du Fonds des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique,...)

4. Périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel (périmètres de remembrement, de revitalisation urbaine, de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées,...)

5. Sites patrimoniaux et archéologiques

(monuments et sîts classés, y compris les fouilles archéologiques, patrimoine monumental de Belgique, liste des arbres et haies remarquables,...)

6. Contraintes environnementales

(cavités souterraines d'intérêt scientifique, zones humides d'intérêt biologique, contrats de rivière, zones naturelles sensibles, sites de grand intérêt biologique, zones de protection spéciale de l'avifaune, périmètres d'intérêt paysager, périmètres de prévention rapprochée, éloignée et de surveillance des captages, zones vulnérables des principaux aquifères,...)

7. Situation réglementaire de l'exploitation

(permis et autorisations couvrant l'activité actuelle, demandes en cours, éventuelles infractions au plan de secteur et/ou au(x) permis,...) si l'avant-projet porte sur son extension.

1. Description des caractéristiques humaines et environnementales du territoire concerné (article 42, 3°)

L'étendue de ce territoire sera adaptée suivant les caractéristiques envisagées. Elle sera spécifiée et argumentée point par point par le bureau d'études.

1. Caractéristiques humaines

2.1.1 Cadre bâti - Biens matériels et patrimoniaux :

structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics, patrimoine culturel (sites et biens classés, zones protégées,...), carte des densités et pôles de développement.

2.1.2. Infrastructures et équipements publics aériens et souterrains

(les voiries, les voies ferrées, les lignes électriques HT et THT, les lignes téléphoniques, les canalisations souterraines,...) + cartographie et évolution des capacités.

2.1.3. Activités humaines

(nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles dont l'agriculture, les activités touristiques, les équipements socioculturels sensibles tels que home, école, crèche, hôpital, autres occupations humaines ou industrielles (Seveso) sensibles,...)

2. Caractéristiques environnementales

2.2.1. Géologie

(à développer si nécessaire)

2.2.2. Pédologie

(caractérisation du type de sol, qualité et rareté, joindre un extrait de la carte pédologique)

2.2.3. Hydrologie et hydrogéologie

(bassin versant, sous-bassin, catégories de cours d'eau, plans d'eau, carte hydrogéologique, nappe aquifère (préciser le type), piézométrie, captages, zones vulnérables, zones de protection et de surveillance, zones de contrainte environnementale,...)

2.2.4. Topographie et paysages

(géomorphologie et périmètres d'intérêt paysager, point ou ligne de vue ADESA, vision du paysage à partir du site et du site à partir des alentours + photographies,...)

2.2.5. Air et climat

(données disponibles sur la qualité de l'air au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches, pose de jauges Owen, données climatiques, direction des vents dominants, sur base des relevés de la station météorologique la plus proche, prélèvements et analyses d'air, écrans naturels, vallées encaissées, situations particulières,...)

2.2.6. Bruits et vibrations

(sources et niveaux actuels (étude acoustique) au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, données existantes ou mesurées, préciser les lieux de mesures, les dates et les heures)

2.2.7. Faune et flore

(inventaire et description des espèces et des habitats, biotopes particuliers, biotopes aquatiques et palustres, présence éventuelle d'espèces et/ou de milieux protégés)

3. Conclusion sur l'analyse des contraintes et potentialités des sites (article 42, 3°)

CHAPITRE VI. — *Identification des effets probables de la mise en œuvre du projet sur l'homme et l'environnement*

Il s'agit de mettre en évidence les contraintes et les incidences non négligeables probables (effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires tant positifs que négatifs) sur l'homme et l'environnement (article 42, 8°).

Lorsque la mise en œuvre de la (des) zone(s) d'extraction est phasée, les effets doivent être déterminés aux différents stades de cette mise en œuvre.

Une distinction est effectuée entre les impacts sur le site concerné par l'avant-projet ou la variante de localisation et les impacts sur les zones voisines.

Cette analyse doit être menée pour le site de l'avant-projet et des variantes de localisation.

1. Impacts sur la qualité de vie (santé, sécurité, hygiène,...)

1. Cadre bâti

(relation du projet avec l'agglomération existante et les propriétés riveraines, compatibilité avec les schémas de développement éventuels, avec les équipements et l'infrastructure existants)

2. Impacts sur les biens matériels et le patrimoine culturel

(monuments et sites classés et fouilles archéologiques, fissures dans les bâtiments, atteintes à la stabilité des bâtiments, disparition ou dégradation de chemins communaux et voiries, canalisation souterraines (eau, électricité, gaz, téléphone,...), lignes électriques,...)

3. Charroi

(direct et indirect - nombre de camions par jour, itinéraire, charge utile, effets sur le réseau autoroutier, les infrastructures et les flux de mobilité,...)

4. Tirs de mines

(vibrations au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, effets de site,...)

5. Bruit

(au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches)

6. Air et climat

(poussières - installation de jauges Owen -, formation de brouillards, odeurs,...)

7. Topographie et paysages

(pendant et après l'activité extractive, établir des photos de synthèse)

2. Impacts sur les activités humaines

(activités touristiques, activités SEVESO, activités agricoles, forestières,...) (article 42, 9°)

3. Impacts sur le sol et le sous-sol

(karst, travaux miniers, glissement de terrain, érosion, ou autres contraintes géotechniques,...)

4. Impacts sur l'hydrogéologie et l'hydrologie

1. Modification du régime hydrogéologique

(rabattement de nappe, tassement du sol, influence sur les captages et le réseau hydrographique,...)

2. Modification du régime hydrologique

(débit et charge des cours d'eau, inondations suite au rejet d'eaux d'exhaure, disparition/apparition de zones humides,...)

3. Mobilisation des ressources en eau potabilisable

2. Impacts sur la faune, la flore, la biodiversité

Pendant et après la mise en œuvre du projet, altérations et pertes d'habitats faunistiques et d'écosystèmes, impacts potentiels sur les espèces et habitats d'espèces, d'intérêt communautaire, périmètres Natura2000,... (législation sur la conservation de la nature et Directives européennes 79/409/CEE et 92/43/CEE)

3. Interaction entre ces divers facteurs

4. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (article 42, 4°)

Il s'agit d'identifier, au regard des points 1 à 6 précédents, les zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable, de préciser les caractéristiques environnementales de ces zones et d'indiquer comment ces caractéristiques risquent d'être modifiées par le projet.

CHAPITRE VII. — *Examen des mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs et pour renforcer ou augmenter les effets positifs de l'avant-projet ou des variantes de localisation*

1. Présentation des variantes de délimitation et de mise en œuvre (article 42, 11°)

Les variantes de délimitation sont des variations du contour des zones.

Les variantes de mise en œuvre correspondent par exemple à :

- une précision des affectations des zones;
- un phasage de l'occupation;
- des équipements techniques ou des aménagements particuliers;...

A l'échelle du périmètre d'influence, les fondements pour l'identification des variantes de délimitation et des variantes de mise en œuvre sont :

- répondre aux objectifs de l'avant-projet;
- répondre au prescrit du CWATUP (article 1^{er}, § 1^{er}) et des autres documents régionaux réglementaires ou d'orientation;
- utiliser au mieux les potentialités et contraintes du territoire : minimiser les impacts négatifs et favoriser les impacts positifs sur les plans social, économique et environnemental.

2. Mesures à mettre en œuvre (article 42, 10°)

Pour chacune des variantes, sont identifiées les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les impacts négatifs sur l'environnement et renforcer ou augmenter les impacts positifs.

Si de telles mesures sont présentes dans l'avant-projet, il s'agit de vérifier leur adéquation avec les objectifs de la révision et avec les particularités du milieu. Au besoin, de nouvelles prescriptions peuvent être ajoutées.

1. Ajustement du zonage réglementaire

(y compris les périmètres prévus à l'article 40 du Code), en ce compris les zones constituant la compensation planologique.

2. Etablissement de prescriptions supplémentaires

Parmi ces prescriptions supplémentaires peuvent se trouver (article 41 du CWATUP) :

- une précision des affectations de la (des) zone(s);
- la réalisation d'un plan communal d'aménagement;
- le phasage de l'occupation de la (des) zone(s);
- la réversibilité des affectations s'il n'y a pas de mise en œuvre après un laps de temps;
- ...

1. Détermination d'équipements techniques et d'aménagements particuliers
2. Efficacité estimée de ces mesures et impacts résiduels non réductibles

1. Vérification de la prise en compte des objectifs pertinents de la protection de l'environnement humain et naturel dans le cadre de la révision du plan de secteur (article 42, 7°)

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte couvrent au moins les thèmes suivants : la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.

Il s'agit des objectifs de protection de l'environnement "pertinents" pour le plan en question. La pertinence d'un objectif s'apprécie en fonction des incidences notables probables du plan sur l'environnement tel que défini ci-dessus.

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte sont ceux qui ont été établis au niveau international, communautaire ou des Etats membres.

En ce qui concerne le niveau communautaire, ces objectifs pourront être dégagés notamment du sixième programme d'action communautaire pour l'environnement, mais également des différentes directives européennes telles que la directive-cadre eau.

Toutefois, dans l'hypothèse où les objectifs établis sur le plan international ou européen ont été incorporés dans des objectifs fixés au niveau national, régional ou local, la prise en compte de ces derniers suffit.

2. Evolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre (article 42, 3°)

Il s'agit de préciser l'évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (voir chapitre V, point 7) en cas d'absence de révision du plan de secteur.

CHAPITRE VIII. — *Examen des compensations*

L'analyse des incidences environnementales concerne tant les compensations planologiques que toutes les formes de compensations alternatives, qu'elles soient à finalité opérationnelle, environnementale, énergétique ou de mobilité et qu'elles se traduisent ou non par la réalisation d'infrastructures, équipements ou installations.

Seuls doivent être analysés les éléments des chapitres précédents jugés pertinents.

Les incidences négatives et positives doivent être identifiées.

En cas d'incidences négatives, le bureau d'études peut préconiser des mesures d'atténuation ou une variante de délimitation.

CHAPITRE IX. — *Justifications, recommandations et suivi de la mise en œuvre du plan*

1. Justification et comparaison de l'avant-projet et des différentes variantes de délimitation et de mise en œuvre (article 42, 11°)

La justification s'effectue sur base de l'article 1^{er} § 1^{er} du CWATUP et de l'analyse des précédents chapitres.

Sous forme de tableau, la comparaison se base au minimum sur les éléments ci-dessus : impacts (tant positifs que négatifs) sur le milieu, mesures d'atténuation des impacts à mettre en œuvre, impacts résiduels.

Rappeler quelles sont les principales potentialités et contraintes du projet de révision du plan de secteur.

Conclusions sur la demande et le cas échéant, énoncer des recommandations.

2. Mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de secteur (article 42, 13°)

Il s'agit de lister les impacts non négligeables, de proposer des indicateurs de suivi de ces impacts, leur mode de calcul ou de constat, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils.

L'auteur peut donner des conseils sur des points à étayer dans le dossier de demande de permis et dans l'étude d'incidences du projet.

CHAPITRE X. — *Description de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées*

1. Présentation de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées (article 42, 12°)

Il s'agit de décrire les éléments spécifiques de la méthode d'évaluation et de préciser les difficultés rencontrées, notamment dans la collecte des informations et les méthodes d'évaluation des besoins.

2. Limites de l'étude (article 42, 12°)

L'auteur de l'étude précise les points qui n'ont pas pu être approfondis et qui pourraient éventuellement l'être dans de futures études d'incidences.

Bibliographie

Résumé non technique

Table des matières, suivie de la liste des cartes, figures et photos (avec le numéro de page où elles se trouvent).

Le résumé non technique est un document indépendant qui comporte un maximum de 30 pages de texte. Il est illustré de cartes, de figures et de photos en couleur.

Ce document doit résumer l'étude d'incidences de plan et la traduire dans un langage non technique de façon à la rendre compréhensible pour un public non averti, et doit favoriser la participation des citoyens à l'enquête publique.

Les effets positifs, négatifs et les mesures d'atténuation (recommandations) proposées seront présentés sous forme de tableau synthétique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 décidant la mise en révision du plan de secteur de Marche-La Roche (planches 49/5, 55/1 et 55/2) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la carrière de Préalles sur le territoire de la commune de Durbuy (Heyd) et, au titre de compensations planologiques, de l'affectation en zones agricole et forestières de terrains inscrits en zone d'extraction sur le territoire de la commune de Durbuy (Heyd et Tohogne).

Namur, le 5 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 596

[2009/200593]

5. **DEZEMBER 2008** — **Erlass der Wallonischen Regierung, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan Marche-La Roche (Karten 49/5, 55/1 und 55/2) einer Revision zu unterziehen, und zur Verabschiedung des Vorentwurfs der Revision zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets als Erweiterung des Steinbruchs Préalle auf dem Gebiet der Gemeinde Durbuy (Heyd) und der Umwandlung von Grundstücken, die auf dem Gebiet der Gemeinden Durbuy (Heyd und Tohogne) gelegen sind, in Agrargebiete und in Forstgebiete, als raumplanerischer Ausgleich**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 1, 22, 23, 25, 32, 35, 36, 42, 43, 44 und 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums (SDER);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 1987 zur Festlegung des Sektorenplans Marche-La Roche;

In der Erwägung, dass die durch den SDER berücksichtigte Option hinsichtlich des Schutzes und der Verwaltung der Bodenschätze darin besteht, den Raumbedürfnissen für die Abbautätigkeit eine Antwort für die kommenden 30 Jahre zu geben;

In Erwägung des am 20. Januar 2005 angenommenen Vertrags für die Zukunft für die Walloninnen und Wallonen und der am 30. August 2005 angenommenen vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft;

In Erwägung der Studie über die Bodenschätze der Provinz Luxemburg, die auf Antrag der Wallonischen Region hin durch den Herrn Professor E. Poty durchgeführt wurde und am 27. September 2000 durch das "Laboratoire d'Analyses Litho- et Zoostratigraphiques" der Universität Lüttich veröffentlicht wurde;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung am 27. März 2002 den Minister der Raumordnung beauftragt hat, die Akten bezüglich der Anträge auf eine Eintragung von Abbaugebieten auf der Grundlage der folgenden Methodologie zu untersuchen:

- Vorhandensein eines wirtschaftlichen Trägers, der zur Bewirtschaftung des Gebiets motiviert ist;
- Einreichung beim Kabinett und bei der Verwaltung einer dokumentierten Akte;
- durch die vorerwähnte Studie Poty für geeignet erklärtes Gelände;
- der Antrag entspricht einem strategischen Entwicklungsplans des Betriebs auf Ebene der Wirtschaft, der Beschäftigung und der nachhaltigen Mobilität;
- der Antrag berücksichtigt mindestens eine der folgenden Prioritäten:
 - der gegenwärtige Betrieb darf innerhalb der heutigen Begrenzungen des Sektorenplans und unter Berücksichtigung des jetzigen Betriebsrhythmus nicht länger als 6 Jahre geführt werden, außer unter außerordentlichen Umständen, die in dem strategischen Plan begründet worden sind;
 - der Antrag trägt dazu bei, ein Produktionspotential für einen Baustoff beizubehalten, der als Input in einem bedeutendem Wirtschaftszweig in der Wallonie dient;

In Erwägung des 1985 erstellten Verzeichnisses der Gelände, die ein biologisches Interesse aufweisen, und dessen Aktualisierung durch die FUL ("Fondation universitaire luxembourgeoise ASBL") für das durch den vorliegenden Vorentwurf betroffene Umkreis, infolge von zwei Besichtigungen des Geländes im Jahre 1997;

In Erwägung des 2002 durch die ASBL ADESA ("Action de Défense de l'Environnement de la Vallée de la Senne et de ses Affluents") in Vereinbarung mit der Wallonischen Region erstellten Verzeichnisses der Gelände von landschaftlichem Interesse und der Zonen mit bemerkenswertem Ausblick;

In der Erwägung, dass der vorliegende Vorentwurf zum Plan in Anwendung von Artikel 42 des CWATUP einer Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung unterworfen wird; dass die Schlussfolgerungen dieser Studie um so wichtiger sein werden, dass es möglich ist, dass der Antrag auf eine Globalgenehmigung, der nach endgültiger Annahme der Revision des Sektorenplans erfolgen wird, keiner Umweltverträglichkeitsprüfung unterworfen wird;

In der Erwägung, dass die "SPRL Carrières de Préalle" ein Vorkommen von Kalkstein auf dem Gebiet der Gemeinde Durbuy (Heyd) für die Herstellung von Splitt und Sand abbaut, d.h. Stoffe, die für die Herstellung von Beton, für den Baugewerbe, für die Straßeninfrastrukturen und für alle sonstigen Tiefbau-, Bau- oder Straßenbauarbeiten sowie für den Winterdienst (Sandstrahlen) benutzt werden; dass der Steinbruch in dem nördlichen Hang einer durch das Bach von Tour, 450 m entfernt von seiner Einmündung in die Aisne gebildeten Talmude geöffnet ist;

In der Erwägung, dass das abgebaute Material ein biostromaler Kalkstein der Formation des "Mont d'Hours", eine Givet-Kalkreihe hohen Alters (Mitteldevon) ist, mit einer Mächtigkeit von 140 m, umrahmt an der Spitze und an der Basis durch nicht abbaubare Schiefer;

In der Erwägung, dass dieser Betrieb in einem im Sektorenplan Marche-La Roche aufgenommenen Abbaugebiet stattfindet, und dass er mit ungefähr 13 geöffneten ha von 25 eingetragenen ha den östlichen Teil einnimmt;

In der Erwägung, dass die jährliche durchschnittliche Produktion zwischen 300 000 und 400 000 liegt, was eine direkte und indirekte Beschäftigung von 11 Personen erzeugt; dass es dem Autor der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung obliegen wird, diese Zahlen genauer anzugeben und zu aktualisieren;

In der Erwägung, dass 70% der Kundschaft in einem Umkreis von weniger als 50 km liegt (lokaler Markt), und dass sich die restlichen 30% angesichts des schwachen Mehrwerts des abgebauten Erzeugnisses und der Transportkosten nicht weiter als 200 km befinden; dass die Kunden sowohl Privatunternehmen als auch öffentliche Dienststellen sind (Wallonische Region, Gemeinden); dass es dem Autor der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung obliegen wird, den gegenwärtigen und zukünftigen Bedarf des lokalen Marktes an Kalk-Splitt (und Sand) zu ermitteln, um die Verwertung der Erzeugung zu bestätigen;

In der Erwägung, dass die Zuführung der Erzeugnisse ausschließlich durch Straßentransport erfolgt und einen Verkehr zwischen 40 Fahrzeugen (im Winter) und 120 Fahrzeugen (im Sommer) mit einer durchschnittlichen Nutzlast von ca. 20 Tonnen je Fahrzeug täglich in jeder Richtung verursacht; dass der Zugang zum Steinbruch für mehr als 95% des Verkehrs durch die Straße N806 zum Steinbruch über die Brücke der Aisne und die ehemalige "route de Heyd" erfolgt; dass die vom Betreiber eingerichtete neue Straße zwischen der Brücke der Aisne und Heyd dem lokalen Verkehr erlaubt, den Steinbruch umzugehen; dass es dem Autor der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung obliegen wird, den Rhythmus, die Größe und die Strecke des Verkehrs näher anzugeben;

In der Erwägung, dass eine 1996 durch die FUL und Aquiground Consult durchgeführte geotechnische und geologische Studie geschlussfolgert hat, dass sich das Kalkvorkommen in Richtung Nord im Verhältnis zur gegenwärtigen Aufschlusszone erstreckt, und dass der westliche Teil des Abbaugebiets (6 ha von zur Zeit im Sektorenplan eingetragenen 25 ha) wegen der schiefrigen Natur der Gesteine (Formation Fromelennes) nicht abbaubar ist;

In der Erwägung, dass die 2000 durch die Universität Lüttich durchgeführte Studie über die Bodenschätze der Provinz Luxemburg die Schlussfolgerungen der 1996 durchgeführten geotechnischen Studie bestätigt hat; dass sie außerdem festgestellt hat, dass der nordöstliche Teil des Abbaugebiets (3,6 ha von im Sektorenplan eingetragenen 25 ha) einen Vorrat an Kalk schlechterer Qualität (Formation Trois-Fontaines) bildet, der abgebaut werden kann, nachdem eine Schicht von 25 m von unabbaubarer Kalkschieferablagerung der Formation Terres d'Hairs abgeräumt worden ist;

In der Erwägung einerseits, dass außerhalb dieser 3,6 ha der Aufschluss des Abbaugebiets die Grenzen der abbaubaren und erlaubten Zonen erreicht hat, und andererseits, dass der Abbau in der Tiefe durch das Niveau der Grundwasserleitschicht beschränkt wird;

In der Erwägung, dass diese Situation nicht mehr erlaubt, den Fortbestand des Betriebs nach den nächsten zwei Jahren zu sichern;

In der Erwägung somit, dass um den Betrieb nach der Frist von zwei Jahren zu sichern, die "SPRL Carrières de Préalles" die Eintragung als Abbaugebiet einer Gruppe von Grundstücken, die in der nördlichen Verlängerung des heutigen Betriebs gelegen sind, beantragt; dass diese Grundstücke dem in der 2000 durchgeführten Studie der Universität Lüttich bestimmten Vorkommen wohl entsprechen;

In der Erwägung, dass die Akte die von der wallonischen Regierung am 27. März 2002 bestimmten Kriterien für die Untersuchung durch den Minister der Raumordnung der Anträge auf eine Eintragung von Abbaugebieten erfüllt;

In der Erwägung, dass die Wahl der Erweiterung des Geländes Préalles durch das Fehlen eines schlagkräftigen alternativen Geländes auf lokaler Ebene, die hohen Transportkosten des abgebauten Erzeugnisses mit schwachem Mehrwert, die einen Standort in der Nähe der Märkte (Nord der Provinz Luxemburg und Provinz Lüttich) voraussetzen, und die Seltenheit der erzeugten Materialien auf lokaler Ebene gerechtfertigt wird, da die nächsten sonstigen Steinbrüche für Mischgut aus Kalkstein mehrere Dutzende Kilometer entfernt sind;

In der Erwägung, dass die Grundstücke, deren Eintragung als Abbaugebiet in Betracht gezogen wird, eine Fläche von 8 ha aufweisen, und im Sektorenplan Marche-La Roche die Zweckbestimmung als Agrargebiet für 5,3 ha und als Forstgebiet für 2,7 ha haben; dass diese Grundstücke wie folgt abgegrenzt werden:

- im Westen durch eine fiktive Linie, die die westlichen Ecken der Parzellen 478A und 194C verbindet;
- im Norden durch die Grenze, die die Parzellen 494C, 551, 495, 564, 378A, 373C und 373D umfasst, was der Niveaukurve "210 m" teilweise entspricht;
- im Nordosten durch eine fiktive Linie, die die nördlichen Ecken der Parzellen 373D und 356A verbindet;
- im Osten und im Süden durch die ehemalige Straße, die die nördlich des Steinbruchs gelegenen Parzellen bedient (Straße, die verschwinden soll), und das dem heutigen Abbaugelände entsprechende Abbaugebiet abgrenzt;

In der Erwägung, dass auf der Grundlage der gekannten geologischen Gegebenheiten das betroffene Vorkommen 4 500 000 m³ entsprechen würde, d.h. 7 500 000 Tonnen (Dichte von 2,5 aber 1/3 Verluste), und ermöglichen würde, dass das heutige jährliche Produktionsniveau von ungefähr 350 000 Tonnen 21 Jahre lang ohne Erhöhung fortgeführt und 11 Arbeitsstellen auf dem Gelände erhalten werden;

In der Erwägung, dass der Steinbruch bereits mit den für seinen Betrieb notwendigen Infrastrukturen und Ausstattungen ausgerüstet ist, insbesondere mit einem Absetzbecken, dessen Betrieb ordnungsgemäß zugelassen ist; dass da seine Benutzung gegenwärtig auf einige Jahre beschränkt ist, der Betreiber die Verwendung einer Filterpresse vorsieht, was eine erforderliche Bedingung zum Fortbestand des Betriebs ist; dass es dem Autor der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung obliegen wird, die Machbarkeit der Anwendung dieses Verfahrens zu überprüfen;

In der Erwägung, dass der Betreiber keine Änderung der bestehenden Anlagen noch der Zugänge im Verhältnis zur bestehenden Lage vorsieht; dass die Erweiterung des Steinbruchs die Beseitigung des nördlich des gegenwärtigen Abbaugebiets gelegenen Weges zur Folge haben wird, dass aber der Zugang zu den im Nordwesten gelegenen landwirtschaftlichen Parzellen durch die ehemalige Gemeindestraße, die an dem südlichen Teil des Steinbruchs entlangführt und zum nördlichen Teil mit einer westlichen Umgehung führt, möglich sein wird; dass wenn nötig diese Straße wieder instandgesetzt werden könnte;

In der Erwägung, dass aus der Analyse, was die Empfindlichkeiten und Einschränkungen hinsichtlich der Umwelt betrifft, der Grundstücke, die Gegenstand der vorliegenden Revision der Sektorenpläne sind, und deren Umgebung hervorgeht:

— dass der Steinbruch ziemlich abgelegen von den Anwohnern ist, was die Auswirkung der Belästigungen beschränkt; dass die vorgesehene Erweiterung des Abbaugebiets insbesondere in Richtung eines Freizeitgebiets erfolgt, dass es aber nicht näher als 150 m von diesem Freizeitgebiet kommen wird, und dass das Freizeitgebiet außerdem 50 m weiter unten liegt und durch die vom Hang gebildete natürliche Schutzwand getrennt wird; dass der Mindestabstand zwischen dem neuen Abbaugebiet und dem Dorf Aisne ebenfalls 150 m beträgt und dass ein kleines bewaldetes Gebiet als Pufferzone vorhanden ist; dass ein 10 m breiter bewaldeter Schutzwall durch den Betreiber auf allen Abschnitten des neuen Abbaugebiets, die an offene Flächen angrenzen, vorgesehen ist;

— dass dadurch, dass die Steinbruchsanlagen in einer kurvigen Talmude gelegen sind, die Schallausbreitung und die Streuung von Staub beschränkt werden, und dass, zur Verringerung des Aufwirbelns von Staub durch den Verkehr von Lastwagen die kritischen Stellen während der Trockenperioden benässt werden; dass die Geräuschemission, hauptsächlich aus den Aufbereitungsanlagen (Be- und Entladungsvorgänge, Sieben, Zerkleinerung, usw.), die Staubemission und die Häufigkeit der Sprengungen (2 bis 3 Sprengungen monatlich) unverändert bleiben, und dass die bei den Sprengungen getroffenen Maßnahmen beibehalten werden; dass es dem Autor der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung obliegen wird, zu überprüfen, ob angesichts des Vorhandenseins von Karst und dessen möglicher Auswirkungen auf die Empfindung der Sprengungen durch die Nachbarschaft, zusätzliche Schwingungsmessgeräte nicht anzubringen sind, und die heutigen und zukünftigen Ein- und Auswirkungen der Geräusch- und Staubemissionen in der Nähe des Steinbruchs, insbesondere derjenigen, die von dem Verkehr verursacht werden, gründlicher zu analysieren;

— dass das einzige festgestellte Benutzungsrecht eine Wasserleitung ist, die an der "nouvelle route de Heyd" auf der Brücke der Aisne entlang läuft, die aber im kürzesten Abstand ungefähr Hundert Meter östlich des betroffenen Umkreises gelegen ist;

— dass aus einer Analyse infolge einer 2003 durchgeführten geozentrischen Untersuchung hervorgeht, dass sogar im Falle des Betriebs des ganzen neuen Abbaugebiets keine identifizierte Wasserentnahmestelle dem Einfluss des Steinbruchs ausgesetzt ist;

— dass der gegenwärtige Abbau bereits unterhalb der Grundwasserleitschicht erfolgt und dass das Trockenlegungswasser in die Aisne geleitet wird; dass es für das neue beantragte Abbaugelände vorgesehen ist, das Vorkommen einige Meter unterhalb des Spiegels dieses Flusses zu erschließen; dass es dem Autor der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung obliegen wird, den Stand des Steinbruchbodens, den der Betreiber erreicht hat bzw. erreichen möchte, angesichts des Spiegels der Aisne zu kontrollieren, und die Auswirkungen der Absenkung der Grundwasserleitschicht sowie die Ableitungen zu analysieren;

— dass Karsterscheinungen im und in unmittelbarer Nähe des Steinbruchs beobachtet werden (u.a. bestätigten während der ehemaligen Betriebsphasen vorgenommene Beobachtungen das Vorhandensein eines unterirdischen Flusses unterhalb des Steinbruchbodens, dessen Abfluss im Falle einer Vertiefung gestört werden könnte); dass es dem Autor der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung obliegen wird, eine gründlichere Untersuchung zu führen, um die unterirdische Strecke des Wassers sowie die Art seines Austritts zu erfassen, angesichts dessen, dass eine bessere Kenntnis des Karstnetzes auf einen niedrigeren Ertrag hinweisen könnte und eine Neuschätzung der Bewirtschaftungsdauer des Geländes notwendig machen würde, und die Auswirkungen der Absenkung der Grundwasserleitschicht auf die Karststrukturen (ggf. Vorentwässerung) zu analysieren;

— dass die Verwaltung der tauben Gesteine Gegenstand einer besonderen Aufmerksamkeit sein muss, angesichts des lückenhaften Charakters der vom Antragsteller in diesem Bereich erteilten Informationen und angesichts der Kalkschieferschichten, die abzubauen sind, um weiter in Richtung Nord bessere Kalkschichten zu erreichen, und dass es dem Autor der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung obliegen wird, bezüglich ihres erwarteten Volumens, ihrer Lagerung und ihrer Endbestimmung nähere Informationen zu geben;

— dass das neue Abbaugelände Forstgebiete ersetzen wird, die von der FUL anlässlich ihrer Beobachtungen im Jahre 1997 als "Gebiete von sehr hoher Qualität" wegen des Vorhandenseins von zwei interessanten Ökotopten mit geschützten Pflanzenarten gekennzeichnet wurden; dass die in Artikel 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 vorgesehene Abweichung von den Schutzmaßnahmen dieser Arten wird beantragt und erhalten werden müssen;

— dass das Gelände für das Nisten des Uhus günstig ist, eine geschützte Tierart, für welche die Abbaufordernisse des Steinbruchs ein Ersatzlebensraum ist, und dass seine Anwesenheit mit der Fortführung des Betriebs und die Erweiterung des Steinbruchs vereinbar sein kann;

— dass der für die Revision vorgeschlagene Teil des Sektorenplans nicht auf das ihn umrandende Natura 2000 Gebiet "Basse vallée de l'Aisne" (Kode BE34007) übergreift, dessen Verlängerung in Richtung Süden übrigens die nördliche Grenze des neuen Abbaugeländes abgrenzt; dass diese Nähe völlig rechtfertigt, dass der Autor der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung mit einer gründlicheren Analyse der Auswirkungen des Betriebs dieses neuen Gebiets auf die biologische Vielfalt, insbesondere auf das besagte Natura 2000 Gebiet, beauftragt wird;

— dass zur Verringerung der Auswirkungen auf die Landschaft die östliche Grenze des neuen Abbaugeländes der Niveaumarkierung "210 m" folgt, so dass auf Zeit die Erschließung des neuen Abbaugeländes dazu führen wird, dass die Höhe des aus dem Osten (aus der Straße N806 aus) und dem Südosten (aus dem Dorf Aisne) sichtbaren Hangs nur um ca. 10 m herabgesetzt sein wird; dass angesichts dessen, dass gleichzeitig der bereits bestehende Baumvorhang am östlichen Rand des Steinbruchs aufrechterhalten wird, und dass, für das durch den Wald nicht abgeschirmte Gebiet, ein bewaldeter Schutzwall am östlichen Rand des Umkreises als Kontinuität mit dem bestehenden Forstgebiet angelegt wird, die Sicht aus dem Tal der Aisne fast identisch mit der heutigen Sicht bleiben sollte; dass diese Erwägungen eine gründlichere Analyse wert sind; dass es ebenfalls dem Autor der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung obliegen wird, die Auswirkungen der Erweiterung des Steinbruchs auf die Qualität von drei von der ADESA im Jahre 2002 registrierten bemerkenswerten Ausblicken zu überprüfen: dem Ausblick nach Osten aus der "Ferme de Hottemme" (Einheit 6F2 - Punkt 1), dem Ausblick nach Norden aus der Straße "route de Heyd" in Tour (Einheit 6F - Punkt 5) und dem Ausblick nach Nordosten aus der Straße "Voye del Rotche" in Frinne, Heyd (Einheit 6F1 - Punkt 8);

In der Erwägung, dass der vorliegende Vorentwurf des Sektorenplans mit den Vorschriften von Artikel 46, § 1, 2° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe (CWATUP), in dem jede lineare Entwicklung am Wegenetz entlang verboten wird, übereinstimmt;

In der Erwägung, dass im vorerwähnten Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3° des CWATUP verfügt wird, dass die Eintragung im Sektorenplan jedes neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets ausgeglichen wird, und zwar dadurch, dass ein bestehendes, zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in gleichem Maße verändert wird, oder durch jegliche von der Regierung bestimmte Ausgleichung;

In der Erwägung somit, dass es in Betracht gezogen wird, als raumplanerischer Ausgleich für die Eintragung des neuen Abbaugeländes die Umwandlung von zur Zeit als Abbaugelände eingetragenen Gebieten in nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete vorzunehmen, nämlich:

— auf dem Gebiet der Gemeinde Durbuy (Heyd) im westlichen Teil des Geländes des Steinbruchs Préalle, Grundstücke mit einer Fläche von 3,5 ha, die die Zweckbestimmung als Agrargebiete erhalten, und eine bewaldete Fläche "von großer biologischer Qualität" (nach der Studie der FUL vom Jahre 1997) mit einer Fläche von 2,2 ha, die die Zweckbestimmung als Forstgebiete erhalten;

— auf dem Gebiet der Gemeinde Durbuy (Tohogne) auf dem Gebiet des ehemaligen Steinbruchs Haute Kimone im Wald "Bois de Viné", Grundstücke mit einer Fläche von 2,5 ha, die die Zweckbestimmung als Forstgebiete erhalten;

In der Erwägung, dass die vorerwähnte Zweckbestimmung als Forstgebiet der bewaldeten Fläche von 2,2 ha mit dem Willen zur *Erhaltung des ökologischen Gleichgewichts* gemäß Absatz 1 von Artikel 36 des CWATUP übereinstimmt, in dem Bestreben, die Kohärenz mit der Zweckbestimmung der angrenzenden Forstgebiete, die eine ähnliche biologische Qualität aufweisen und als Natura 2000 Gebiet eingetragen sind, zu sichern; dass die Erhaltung dieser bewaldeten Fläche erlaubt, das landschaftliche Interesse, das ihr die ADESA durch deren teilweise Eingliederung in einen "Umkreis von landschaftlichem Interesse" anlässlich ihrer Bestandsaufnahme vom Jahre 2002 anerkannt hat, zu bewahren;

In der Erwägung zur Zusammenfassung, dass der vorliegende Vorentwurf darin besteht, den Sektorenplan Marche-La Roche so abzuändern, dass die Weiterführung der Tätigkeiten der "SPRL Carrières de Préalle" auf Grundstücken, die nördlich des heutigen Betriebs auf dem Gebiet von Durbuy in Agrar- und Forstgebieten im Sektorenplan eingetragen sind, möglich wird, und die Eintragung dieses neuen Abbaugeländes auszugleichen, indem Grundstücken, die auf dem Gebiet der Gemeinde Durbuy gelegen sind, die aber unabbaubar sind bzw. erwiesene oder potentielle biologische Qualitäten aufweisen, der Zweckbestimmung als Agrargebiet gegeben wird;

In der Erwägung, dass aus diesen gesamten, sich aus der Schätzung der Bedürfnisse und der Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage ergebenden Erläuterungen hervorgeht, dass der vorliegende Vorentwurf geeignet ist, um unter Beachtung der in Artikel 1 des CWATUP erklärten Zielsetzungen den Raumbedürfnissen zur Weiterführung der Abbautätigkeit der Fa. "Carrières de Préalle SPRL" für eine Dauer von zwanzig Jahren nachzukommen;

In der Erwägung, dass der vorliegende Vorentwurf mit dem am 27. Mai 1999 verabschiedeten Entwicklungsplan des regionalen Raums (SDER) übereinstimmt, indem er eine geeignete Aufwertung des gewonnenen Materials anstrebt und erlaubt, den Bedürfnissen der Gemeinschaft mittelfristig nachzukommen;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung beschließt, dass die Karten 49/5, 55/1 und 55/2 des Sektorenplans Marche-La Roche einer Revision zu unterziehen sind, um die Erweiterung des Steinbruchs "Carrière de Préalles" zu ermöglichen.

Art. 2 - Der Vorentwurf zur Revision der Karten 49/5, 55/1 und 55/2 des Sektorenplans Marche-La Roche zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets als Erweiterung des Steinbruchs Préalles auf dem Gebiet der Gemeinde Durbuy (Heyd) und der Umwandlung von Grundstücken, die auf dem Gebiet der Gemeinden Durbuy (Heyd und Tohogne) gelegen sind, in Agrargebiete und in Forstgebiete, als raumplanerischer Ausgleich, wird gemäß dem beiliegenden Plan angenommen.

Art. 3 - Die Regierung nimmt den zum vorliegenden Erlass als Anlage beigefügten Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung an.

Art. 4 - Die Regierung beauftragt den Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung damit, den Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung dem Regionalausschuss für Raumordnung (CRAT) und dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung (CWEDD) zur Begutachtung zu unterbreiten, und ihm anschließend zur Annahme erneut zu unterbreiten.

Namur, den 5. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage

Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Marche-La Roche (Karten 49/5, 55/1 und 55/2) zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets als Erweiterung des Steinbruchs Préalles auf dem Gebiet der Gemeinde Durbuy (Heyd) und der Umwandlung von Grundstücken, die auf dem Gebiet der Gemeinden Durbuy (Heyd und Tohogne) gelegen sind, in Agrargebiete und in Forstgebiete, als raumplanerischer Ausgleich

INHALT DER UMWELTVERTRÄGLICHKEITSPRÜFUNG DES SEKTORENPLANS

1. Umfang

Kein Element des Vorentwurfs wird von der Umweltverträglichkeitsprüfung befreit.

2. Genauigkeit der Informationen

Das nachstehend in Betracht gezogene Lastenheft stellt ein Musterdokument dar, dessen Genauigkeitsgrad in Anbetracht des Artikels 42 des Gesetzbuches als ausreichend angesehen wird.

Besondere Aufmerksamkeit wird der Analyse der etwaigen Folgen des Vorentwurfs auf die folgenden Elemente geschenkt:

- erzeugte Arbeitsstellen und Betriebsrhythmus (erzeugte Quantitäten);
- Schwingungen (Sprengarbeiten) und Schall- und Staubemissionen;
- Rhythmus, Größe und Strecke des Verkehrs;
- Vereinbarkeit des Vorentwurfs mit dem Grundsatz der schonenden Nutzung der Bodenschätze, sowohl hinsichtlich des Gleichgewichts zwischen Angebot und Nachfrage auf dem Kalk-Splitt- und -Sand-Markt als auch auf dem Mischgut-Markt im Allgemeinen;
- Machbarkeit der Anlage und Verwendung einer Filterpresse anstelle des heutigen Absetzbeckens;
- Hydrogeologie: Kontrolle des Steinbruchbodens, Analyse der Auswirkungen der Trockenlegung (hinsichtlich der Absenkung der Grundwasserleitschicht, der ggf. notwendigen Vorentwässerung, der Ableitungen);
- Belastungen in Verbindung mit dem Karst: Kenntnis der Strecke des Grundwassers, des Karstnetzes, eventuelle Neuschätzung der Bewirtschaftungsdauer des Geländes;
- Verwaltung des tauben Gesteins (Volumen, Lagerung und Endbestimmung);
- biologische Vielfalt: in dem für das neue Abbaugebiet bestimmten Umkreis, in den als raumplanerischer Ausgleich entwidmeten Gebieten und im nah gelegenen Natura 2000 Gebiet;

Auswirkungen auf die Landschaft (insbesondere auf die Qualität von drei von der ADESA im Jahre 2002 registrierten bemerkenswerten Ausblicken).

PHASE I

Einleitung

Die Einleitung hat zum Zweck, die Umweltverträglichkeitsprüfung wieder in ihren Kontext einzusetzen und zielt insbesondere darauf ab, das Verfahren für die Öffentlichkeit zu klären

1. Erinnerung des Verfahrens zur Revision eines Sektorenplans - Artikel 42 bis 46 des CWATUP

2. Durch die Regierung angenommener Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans, einschließlich der Maßnahmen zur Verringerung der Auswirkungen bezüglich der Durchführung des Projekts (Artikel 42, 1°).

3. Beteiligte in der Revision des Sektorenplans

3.1. Entscheidungsträger

Die Wallonische Regierung, vertreten durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört.

3.2. Initiator des Antrags

Projekträger, Gesellschaft oder natürliche Person, die das Gelände mit dem Steinbruch bewirtschaftet. Organigramm der Gesellschaft (insbesondere im Falle mehrerer Tochtergesellschaften oder mehrerer Gesellschaften in einer Gruppe). Die Kontaktperson(en) und ihre Personalien bitte angeben.

3.3. Umweltvertr aglichkeitspr ufer

Zugelassenes Planungsbüro: die Kategorien und Dauer der Zulassungen, die verschiedenen Personen, die an der Umweltverträglichkeitsprüfung mitgearbeitet haben, und deren Kompetenzen bitte angeben. Die Kontaktperson(en) und ihre Personalien bitte angeben.

4. Durch die Verwaltung festgestellte potentielle Belastungen

Es handelt sich um von der Verwaltung festgestellte Belastungen auf der Grundlage der Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage sowie auf der Grundlage der verschiedenen, in diesem Stadium des Verfahrens eingegangenen Gutachten (von dem Bürgermeister- und Sch offenkollegium, dem kommunalen Beratungsausschuss für Raumordnung, dem Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen, der Generaldirektion der Landwirtschaft, der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt - Abteilung Natur und Forstwesen, Abteilung Wasser, Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen - dem Regionalausschuss für Raumordnung, den Wasserversorgungsgesellschaften, Elia, der Nationalgesellschaft der belgischen Eisenbahnen, der Landesverteidigung, usw.).

KAPITEL I — Beschreibung des Vorentwurfs des Plans

1. Gegenstand der Revision des Sektorenplans (Artikel 42, 1^o)

— Lokalisierung und Fläche des(der) Abbaugebiets(e) (oder sonstigen Gebiete und/oder Perimeter, die in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehen sind), die im Vorentwurf des Plans (einschließlich der raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen) eingetragen sind:

— Genaue Lokalisierung (Provinz, Gemeinde(n), Ortslage, Straße, Nr. der NGI- Karte, Lambert-Koordinate) und Abbildung auf Straßen- und topographischer Karte (1/50 000 und 1/10 000) + Orthophotoplan i.M. 1/10 000;

— Die durch die Revision des Sektorenplans betroffenen Katasterparzellen werden auf IGN-Grundlage i.M. 1/10 000 und 1/25 000 dargestellt; die Gesamtfläche, die Eigentum des Antragstellers ist, bitte angeben.

— (Derzeitige oder geplante) Zweckbestimmungen im Sektorenplan (Karten 1/10 000 und 1/25 000); bitte die Flächen der Gebiete, deren Zweckbestimmung geändert wird, (einschließlich der in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehenen Umkreise) angeben. Gegebenenfalls sind die vorgesehenen zusätzlichen Vorschriften (siehe Artikel 41 des Gesetzbuches) anzugeben.

— Geologische Beschreibung des Vorkommens, der durch die Revision des Sektorenplans betroffen ist:

— regionale Lage: (Becken oder strukturelles Felsmassiv);

— Vorkommen: Lithologie, Alter, Bildung, Glied, Gesamt- und aufgewertete Mächtigkeit, Schichtenstruktur (Einfallen und Richtung), Art und Breite der Deckung usw. - einen Auszug der neusten geologischen Karte bitte beifügen; mindestens einen geologischen Schnitt am zukünftigen Betrieb erstellen; die Ergebnisse der Bohrungen bzw. der geophysischen Prospektion, die Ergebnisse von physikalisch-chemischen Analysen oder jedes sonstige Element bezüglich der Qualität des zu fördernden Vorkommens beifügen;

— Geotechnische Belastungen: Karst, tektonische Störungen (Br uche und Risse), Hydrogeologie, frühere Bergbauarbeiten.

— Geplantes Betriebsprojekt:

— Produktion: die Erzeugnisse des Steinbruchs und die Mengen (in Tonnen oder Kubikmetern) genau angeben, ein eventuell vorgesehenes Wachstum, die heutigen bzw. geplanten Aufwertungen (neue Erzeugnisse) einschließlich für das taube Gestein angeben (die Verwendungen und Anwendungen bitte erläutern);

— Abbau- und Behandlungstechniken des Gesteins (Arbeitsablaufdiagramm des Betriebs);

— Phasierung der Belegung (einschließlich der Verwaltung des tauben Gesteins, des Trockenlegungswassers und der Neueinrichtung);

— geplante Infrastrukturen (innerhalb und außerhalb des Gebiets des Vorentwurfs).

1. Identifizierung und Erläuterung der Zielsetzungen der Revision der Sektorenpläne (Artikel 42, 1^o)

Es geht darum, die Ziele der Regierung, die im Erlass zum Vorentwurf des Plans erwähnt sind, hervorzuheben und für die Offentlichkeit verständlich zu machen.

Es soll weder eine einfache Abschrift noch eine Auslegung sein.

1.

1. Kritische Analyse der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den relevanten Plänen und Programmen (Artikel 42, 1^o)

Diese Analyse muss unter anderem die Überprüfung der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den Herausforderungen, die in den regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten, d.h. im Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den St dttebau und das Erbe sowie in den verschiedenen Plänen und Programmen wie z.B. dem Entwicklungsplan des regionalen Raums, dem Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, dem aktualisierten Vertrag für die Zukunft der Wallonie, usw. vorgestellt werden, umfassen.

Hier geht es nicht darum, die Ziele der besagten regionalen Dokumente zusammenzufassen, sondern die Ziele der Vorentwürfe hinsichtlich dieser Dokumente zu analysieren.

1.

KAPITEL II — Sozialwirtschaftliche Begründung der Erweiterung eines Abbaugebiets im Sektorenplan

In diesem Kapitel wird überprüft, ob die als Abbaugebiet im Sektorenplan innerhalb eines geeigneten Gebiets (noch zu identifizieren) eingetragenen Gelände es möglich machen, der Nachfrage gerecht zu werden, und werden die hauptsächlichen sozialwirtschaftlichen Auswirkungen der Revision des Sektorenplans identifiziert (Artikel 42, 2^o).

1. Bewertung des Bedarfs

1. Merkmale des Produkts

Spezifitäten, Mehrwert und Verwendungen des Produkts, Identifizierung der Konkurrenz- oder Ersatzprodukte und der vergleichenden Vor- und Nachteile des betreffenden Produkts im Verhältnis zu den Konkurrenzprodukten, Transportart und Anteil des Transports in den Produktkosten.

2. Einschätzung der Nachfrage

Hier geht es darum, die Produktionsaussichten des Betreibers angesichts der Aussichten auf dem Markt des abgebauten Materials einzuschätzen.

1.2.1. Globaler Markt für das Material: heutige Lage und Entwicklungsperspektiven:

— Einschätzung der heutigen (tatsächlichen und potenziellen) Absatzmärkte des abgebauten Materials angesichts dessen verschiedenen Verwendungen (ggf. das erbebezogene Interesse des gewonnenen Gesteins angeben) und der Marktgröße (Einzugsbereich) von lokaler bis zur internationalen Ebene.

Falls relevant, Aufführung und Lokalisierung auf einer Karte der (tatsächlichen und potentiellen) derzeitigen Kunden-Unternehmen unter Angabe des Vorteils, den sie von der Inbetriebsetzung des Geländes ziehen können. Im gegenteiligen Fall, kartographische Darstellung und Kennzeichnung des Einzugsbereichs.

— Marktentwicklung in den nächsten 30 Jahren: Die eventuellen Änderungen der Verwendungen des Produkts, die Entwicklung der Ersatzprodukte und die voraussichtliche Entwicklung der Transportkosten werden insbesondere berücksichtigt.

1.2.2. Position des Betriebs auf dem Markt (heute und in Zukunft):

— Identifizierung der Konkurrenz, sowohl auf regionaler als auch auf internationaler Ebene, die dasselbe Material gewinnt und sich an denselben Einzugsbereich wendet (jedes konkurrierende Gebiet auf einer Karte lokalisieren)

- Schätzung des relativen Anteils des Betriebs auf dem oben definierten Markt.

— Wachstumsaussichten des Betriebs je nach Marktentwicklung und der Produktionsaussichten der konkurrierenden Betriebe (die Anträge auf eine Revision des Sektorenplans ebenfalls in Betracht ziehen).

1.2.3. Schlussfolgerung bezüglich der Produktionsaussichten des Betriebs über 30 Jahre

1. Bewertung des Potentials des Sektorenplans

Hier wird das Potential des zur Zeit geltenden Sektorenplans bewertet, um auf die unter Pos. 1.2.3. bestimmte Nachfrage sowohl quantitativ als auch qualitativ eingehen zu können.

Diese Schätzung erfolgt in zwei Phasen.

— In einer ersten Phase wird das zur Zeit bewirtschaftete Abbaugelände untersucht;

— In der zweiten Phase werden die Abbaugelände untersucht, die einem Vorkommen derselben Art entsprechen, im Sektorenplan innerhalb des vorher bestimmten Einzugsbereichs eingetragen sind und den unter Pos. 1.2.2. identifizierten Entwicklungsaussichten der konkurrierenden Betriebe nicht entsprechen.

Für jedes dieser Gebiete, die auf einer Karte lokalisiert werden, besteht Anlass, die Merkmale des Vorkommens anzugeben: Qualität des Gesteins (verfügbare physikalisch-chemische Analysen oder Qualitätszeichen), geschätzte Vorräte (Berechnungsmethoden erläutern) und Bewirtschaftungsmöglichkeit.

Die Erreichbarkeit des Geländes und das Vorhandensein der notwendigen Infrastrukturen, die Möglichkeit einer Bewirtschaftung unter Berücksichtigung der hauptsächlichen Flächennutzungsarten (Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten) sowie die Lokalisierung des Geländes gegenüber dem bestehenden Betrieb und den heutigen oder zukünftigen Kundenunternehmen sind ebenfalls zu überprüfen.

1. Schlussfolgerung bezüglich der Einschätzung der Bedürfnisse

Diese Schlussfolgerung betrifft die Notwendigkeit, ein Abbaugelände im Sektorenplan innerhalb des identifizierten Einzugsbereichs zu erweitern oder zu schaffen.

1. Sozialwirtschaftliche Auswirkungen

Hier werden die durch den Betrieb erzeugte wirtschaftliche Tätigkeit (sowohl vor als auch nach Gewinnung), die direkten und indirekten geschaffenen Arbeitsplätze und die finanziellen Auswirkungen (Abgaben, Gebühren, usw.) eingeschätzt.

KAPITEL III — Billigung der Standortwahl für den Vorentwurf

Identifizierung und Analyse der Standortvarianten

Hier geht es darum, im Maßstab des Einzugsbereichs die Standortwahl für den Vorentwurf zu billigen oder nicht:

- angesichts der regionalen Optionen, die Anwendung auf dieses Gebiet finden;
- unter Berücksichtigung der unter Pos. 1.3. identifizierten Kriterien für die Standortwahl, und ggf. innerhalb dieses Gebiets Varianten für die Standortwahl zu suchen. (Artikel 42, 11°)

1. Räumliche Darstellung der großen regionalen Optionen

Hier geht es darum, auf dem Gebiet, das dem Einzugsbereich entspricht, die durch die regionalen Orientierungsdokumente (Entwicklungsplan des regionalen Raums, Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, Vertrag für die Zukunft, bereichsübergreifende strategische Pläne, usw.) vorgesehenen Zielsetzungen zu übertragen.

2. Erläuterung der Hauptkriterien für die Standortwahl, die den in Punkt 3 des Kapitels I gebilligten Zielsetzungen des Vorentwurfs entsprechen

In jedem Fall werden die folgenden Elemente untersucht:

2.1. Merkmale des Vorkommens: Qualität des Gesteins (verfügbare physikalisch-chemische Analysen oder Qualitätszeichen), geschätzte Vorräte (Berechnungsmethoden erläutern) und Bewirtschaftungsmöglichkeit.

2.2. Lokalisierung des Geländes gegenüber dem bestehenden Betrieb und den heutigen oder zukünftigen Kundenunternehmen

2.3. Zugänglichkeit

2.4. Vorhandensein von notwendigen Infrastrukturen

5. Möglichkeit einer Bewirtschaftung unter Berücksichtigung der hauptsächlichen Flächennutzungsarten (Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten)

1. Billigung der Standortwahl für den Vorentwurf

Hier wird überprüft, ob die Lokalisierung des Vorentwurfs in keinem Gegensatz mit den unter Pos. 1 identifizierten regionalen Zielsetzungen steht und die unter Pos. 2 erläuterten Kriterien für die Standortwahl erfüllt.

2. Suche nach Alternativen für die Standortwahl des Vorentwurfs und Präsentation dieser Alternativen

Hier wird nach Alternativen für die Standortwahl des Vorentwurfs gesucht, indem die unter Pos. 2 erläuterten Kriterien für die Standortwahl auf den Einzugsbereich unter Berücksichtigung der unter Pos. 1 identifizierten regionalen Zielsetzungen angewandt werden.

Diese Standortvarianten werden kurz vorgestellt.

3. Wahl von alternativen Standorten

Hier werden der Vorentwurf und die Standortvarianten verglichen, was die folgenden Punkte betrifft:

- regionale Zielsetzungen;

- Kriterien für die Standortwahl;

— menschliches, sozialwirtschaftliches und umweltbezogenes Potenzial und menschliche, sozialwirtschaftliche und umweltbezogene Belastungen des dem Einzugsbereich entsprechenden Gebiets.

— Durchführungskosten zu Lasten der Gemeinschaft.

Es werden ebenfalls eine oder mehrere Standortvarianten gewählt.

Erfüllt kein alternativer Standort die Kriterien für die Standortwahl besser als der Vorentwurf, so gibt es keinen Anlass, eine Alternative zu wählen.

KAPITEL IV — *Untersuchung der Ausgleichsmaßnahmen* (Artikeln 42, 10° et 46 des CWATUP)

Es liegt dem Autor der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung nicht ob, Stellung über die Art des Ausgleichs (ob raumplanerisch oder alternativ), der von der Regierung im Vorentwurf zur Revision gewählt wurde, zu nehmen, noch andere Formen von alternativem Ausgleich vorzuschlagen. Es liegt ebenfalls nicht in seinem Zuständigkeitsbereich, zu bewerten, ob die eventuellen alternativen Ausgleichsmaßnahmen in einem richtigen Verhältnis zu den Auswirkungen auf die Nachbarschaft des im Vorentwurf vorgesehenen, zur Verstärkung bestimmten Gebiets stehen.

Für die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen steht es jedoch ihm zu:

— ihre Lokalisierung hinsichtlich der wirtschaftlichen, sozialen, erbe- und umweltbezogenen Bedürfnisse sowie der bestehenden Sachlage zu billigen, und ggf. alternative Standorte vorzuschlagen;

— ggf. eine Phasierung dieser Maßnahmen unter Berücksichtigung einer Phasierung der Bewirtschaftung vorzuschlagen, oder diejenige, die im Vorentwurf ggf. vorgesehen ist, zu billigen.

Für die im Stadium des Vorentwurfs bereits gewählten alternativen Maßnahmen im Bereich der Energie, der Umwelt oder der Mobilität, und sofern diese die Verwirklichung von Infrastrukturen, Ausrüstungen oder Anlagen betreffen, steht es ihm zu, zu überprüfen, ob die Art dieser Infrastrukturen, Ausrüstungen und Anlagen den Herausforderungen, denen in Sachen Energie, Umwelt und/oder Mobilität zu begegnen sind, gerecht werden, sowie ob ihre Standortwahl zweckmäßig ist, und zwar ebenfalls unter Berücksichtigung der Sachlage;

PHASE II.

KAPITEL V — *Ermittlung und Analyse der Einschränkungen und des Potentials der Gelände des Vorentwurfs und der Standortvarianten*

1. Beschreibung des gesetzlichen Rahmens

1. Vorschriftsmäßige Raumordnungsgebiete und Umkreise

1.1.1. Regionale Ebene (*Sektorenplan, regionale Städtebauordnung, Sanierungsplan je Zwischeneinzugsgebiet, Allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden usw.*)

1.1.2. Gemeindeebene (*Bebauungsplan, kommunaler Raumordnungsplan, kommunaler Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, kommunaler Naturförderungsplan, kommunales Strukturschema, kommunale Städtebauordnung, allgemeiner Gemeindekanalisationsplan, usw.*)

2. Einer besonderen Regelung unterliegende Güter

1.2.1. Fauna und Flora (*Rechtsstellung der Wälder und Forste, Naturpark, Naturschutzgebiete, Natura2000-Gebiete, Standorte von gemeinschaftlichem Interesse (besondere Erhaltungsgebiete), natürliche Lebensräume (Dekret vom 6 Dezember 2001) und Arten von gemeinschaftlichem Interesse, usw.*) (Artikel 42, 5°)

1.2.2. Menschliche Aktivitäten (*Rechtsstellung der Straßennetze und Verkehrswege, Autonomes Netz langsamer Wege, Industrien und Ausrüstungen mit bedeutenden Risiken SEVESO, usw.*) (Artikel 42, 6°)

3. Genehmigungsgebiete mit Einschränkung von Zivilrechten

(*bestehende Parzellierungsgebiete, Umkreise, für welche eine Beihilfe des Katastrophenfonds erteilt worden ist, Immobiliengüter, die dem Vorkaufsrecht unterworfen sind, Immobiliengüter, die einer Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken unterworfen sind, usw.*)

4. Gebiete, die mit der Politik der operativen Planung verbunden sind

(*Flurbereinigungsgebiete, Umkreise der städtischen Neubelebung, Stadterneuerungsbereiche, bevorzugte Initiativgebiete, usw.*)

5. Erbe- und archäologische Stätten

(*unter Schutz gestellte Denkmäler und Landschaften, einschließlich der archäologischen Ausgrabungen, Denkmalerbe von Belgien, bemerkenswerte Bäume und Hecken,...*)

6. Umwelteinschränkungen

(unterirdische Hohlräume von wissenschaftlichem Interesse, Feuchtgebiete von biologischem Interesse, Flussverträge, empfindliche Naturgebiete, Gebiete von hohem biologischem Interesse, Sonderschutzgebiete für die Avifauna, Umkreise von landschaftlichem Interesse, Präventivzonen im Nahbereich, im Fernbereich und Überwachungszonen der Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete der Hauptgrundwasserleiter, usw.)

7. Rechtliche Lage des Betriebs

(Genehmigungen und Erlaubnisse betreffend die heutige Aktivität, laufende Anträge, ggf. Verstöße gegen den Sektorenplan oder die Genehmigung(en), usw.), wenn der Vorentwurf seine Erweiterung betrifft.

1. Beschreibung der Merkmale des betroffenen Gebiets hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt

(Artikel 42, 3°)

Die Fläche dieses Gebiets wird je nach den in Betracht gezogenen Merkmalen angepasst. Das Planungsbüro wird für jeden Punkt die Fläche spezifizieren und argumentieren.

1. Merkmale hinsichtlich der Bevölkerung

2.1.1. Bebaueter Bereich - Materielle Güter und Erbgut:

Urbanistische Struktur und architektonische Morphologie der Bebauung und der öffentlichen Flächen, Kulturerbe (unter Schutz gestellte Landschaften und Güter, Schutzgebiete, usw.), Dichtekarten und Entwicklungspole.

2.1.2. Öffentliche Infrastrukturen und Ausrüstungen im Freien und im Untergrund

(Straßen, Schienenwege, Hochspannungs- und Höchstspannungsleitungen, Telefonleitungen, unterirdische Kanalisationen usw.) + kartographische Darstellung und Entwicklung der Kapazitäten)

2.1.3. Menschliche Aktivitäten

(Natur und Merkmale der heutigen und potentiellen Aktivitäten, u.a. Landwirtschaft, touristische Aktivitäten, solche empfindliche soziokulturelle Ausrüstungen wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Krankenhaus, sonstige empfindliche menschliche oder industrielle Aktivitäten (Seveso), usw.)

2. Merkmale hinsichtlich der Umwelt

2.2.1. Geologie

(wenn nötig bitte genauer erläutern)

2.2.2. Bodenkunde

(Kennzeichnung der Bodenart, Qualität und Seltenheit, einen Auszug der pedologischen Karte bitte beifügen.)

2.2.3. Hydrologie und Hydrogeologie

(Wassereinzugsgebiet, Zwischengebiet, Kategorien von Wasserläufen, Wasserflächen, hydrogeologische Karte, Grundwasserleitschicht (Art bitte angeben), Piezometrie, Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete, Schutz- und Überwachungszonen, Zonen mit Umwelteinschränkungen, usw.)

2.2.4. Topographie und Landschaften

(Geomorphologie und Umkreise von landschaftlichem Interesse, Punkt oder Linie mit bemerkenswertem Ausblick ADESA, Landschaftsbild aus dem Gelände und des Geländes aus der Umgebung + Photos usw.)

2.2.5. Luft und Klima

(verfügbare Daten über die Luftqualität an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten, empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Anlegen von Owen-Messgeräten, klimatische Daten, Hauptwindrichtungen, auf der Grundlage der Aufstellungen der nächsten meteorologischen Station, Luftentnahmen und -analysen, natürliche Schutzwände, Engtäler, besondere Lagen usw.)

2.2.6. Lärm und Schwingungen

(Quellen und heutige Pegel (akustische Studie) an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten, empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, und Gebieten mit technologischem Risiko, bereits vorhandene oder nach Messung erhaltene Daten, bitte die Messstellen, -tage und -zeiten angeben.)

2.2.7. Fauna und Flora

(Bestandsaufnahme und Beschreibung der Arten und Lebensräume, besonderen Biotope, Wasser- und Sumpfbiotop, ggf. Vorhandensein von geschützten Arten bzw. Lebensräumen.)

1.3. Schlussfolgerungen über die Analyse der Einschränkungen und des Potentials der Gelände (Artikel 42, 3°)

KAPITEL VI — *Identifizierung der voraussichtlichen Auswirkungen der Durchführung des Projekts auf den Menschen und die Umwelt*

Hier gilt es, die Beschränkungen und voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen (kumulative, synergische, kurz-, mittel- und langfristige, ständige und zeitweilige, sowohl positive als auch negative Nebenwirkungen) auf den Menschen und auf die Umwelt hervorzuheben (Artikel 42, 8°)

Wenn die Verwertung des bzw. der Abbaugebiete in Phasen vorgesehen ist, so müssen die Auswirkungen bei den verschiedenen Stadien dieser Verwertung bestimmt werden.

Es wird zwischen den Auswirkungen auf das durch den Vorentwurf betroffene Gebiet oder die Standortvariante und den Auswirkungen auf die Nachbargebiete unterschieden.

Diese Analyse muss für das Gelände des Vorentwurfs und die Standortvarianten vorgenommen werden.

2. 1. Ein- und Auswirkungen auf die Lebensqualität

(Gesundheit, Sicherheit, Hygiene, usw.)

1. Bebaueter Bereich

(Beziehung des Projekts mit der bereits bestehenden Siedlung und den anliegenden Anwesen, Vereinbarkeit mit den eventuellen Entwicklungsplänen, mit den bereits bestehenden Ausrüstungen und Infrastrukturen)

2. Auswirkungen auf die materiellen Güter und das Kulturerbgut

(unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften und archäologische Ausgrabungen, Risse in den Gebäuden, Gefährdung der Festigkeit der Gebäude, Verschwinden oder Beschädigung von Gemeindewegen und -straßen, unterirdischen Kanalisationen (Wasser, Strom, Gas, Telefon, usw.) elektrischen Leitungen, usw.)

3. Verkehr

(direkter und indirekter Verkehr - Anzahl LKW pro Tag, Verkehrsstrecke, Nutzlast, Effekte auf das Autobahnnetz, die Infrastrukturen und die Verkehrsströme, usw.)

4. Sprengarbeiten

(an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten und empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, und an den nächsten Gebieten mit technologischem Risiko, Effekte auf das Gelände, usw.)

5. Lärm

(an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten und empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe)

6. Luft und Klima

(Staub, Anlegen von Owen-Messgeräten, Dunstbildung, Geruch, usw.)

7. Topographie und Landschaften

(während und nach der Abbautätigkeit, Synthesebilder bitte geben)

2. Ein- und Auswirkungen auf die menschlichen Aktivitäten.

1. (touristische Aktivitäten, SEVESO Aktivitäten, landwirtschaftliche und forstliche Aktivitäten, usw.) (Artikel 42, 9°)

2. Auswirkungen auf den Boden und den Unterboden

1. (Karst, Bergbauarbeiten, Erdbeben, Erosion, oder sonstige geotechnische Belastungen, usw.)

2. Auswirkungen auf die Hydrogeologie und die Hydrologie

1. Veränderung des hydrogeologischen Systems

2.

1. (Abpumpen der Grundwasserschichten, Bodensenkung, Auswirkungen auf die Wasserentnahmestellen und auf das hydrographische Netz, usw.)

1. Veränderung des hydrologischen Systems

1. (Abflussmenge und Belastung der Wasserläufe, Überschwemmungen infolge der Ableitung von Trockenlegungswasser, Verschwinden/Entstehen von Feuchtgebieten, usw.)

1. Mobilisierung der Trinkwasserressourcen

2. Ein- und Auswirkungen auf die Fauna, die Flora und die biologische Vielfalt

Während und nach der Durchführung des Projekts, Beschädigung und Verlust von faunistischen Lebensräumen und Ökosystemen, mögliche Auswirkungen auf die Arten und Lebensräume von Arten von gemeinschaftlichem Interesse, Natura 2000 Gebiete, usw. (Gesetzgebung über die Naturerhaltung und EWG-Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG)

3. Wechselbeziehung zwischen diesen verschiedenen Faktoren

4. Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten

1. (Artikel 42, 4°)

Es gilt, hinsichtlich der vorigen Punkte 1 bis 6, die Gebiete zu identifizieren, die erheblich betroffen werden könnten, die umweltbezogenen Merkmale dieser Gebiete zu beschreiben und anzugeben, wie diese Merkmale durch das Projekt abgeändert werden könnten.

KAPITEL VII — *Überprüfung der Maßnahmen, die zu treffen sind, um die negativen Auswirkungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen des Vorentwurfs oder der Standortvarianten zu verstärken oder zu steigern*

1. Darstellung der Varianten für die Abgrenzung und die Durchführung (Artikel 42, 11°)

Die Varianten der Abgrenzung sind Varianten des Umkreises der Gebiete.

Die Durchführungsvarianten betreffen zum Beispiel:

- eine genauere Bestimmung der Zweckverwendungen der Gebiete;
- eine Phasierung der Bodennutzung;
- technische Ausrüstungen oder besondere Einrichtungen,...

Auf der Ebene des Einflussbereichs sind die Grundsätze für die Identifizierung der Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten die Folgenden:

- den Zielen des Vorentwurfs nachkommen;
- den Bestimmungen des CWATUP (Artikel 1 § 1) und der anderen regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten entsprechen;
- das Potenzial und die Einschränkungen des Gebiets bestens auszunutzen: die negativen Auswirkungen minimieren und die positiven Auswirkungen im sozialen, wirtschaftlichen und Umweltbereich fördern.

2. Einzuleitende Maßnahmen (Artikel 42, 10°)

Für jede Variante werden die Maßnahmen identifiziert, die zu treffen sind, um die negativen Auswirkungen auf die Umwelt zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen des Vorentwurfs zu verstärken oder zu steigern.

Wenn solche Maßnahmen im Vorentwurf vorgesehen sind, soll überprüft werden, ob sie mit den Zielen der Revision und den Besonderheiten des Umfelds vereinbar sind. Wenn nötig können neue Vorschriften hinzugefügt werden.

1. Anpassung der vorschriftsmäßigen Zoneneinteilung

(einschließlich der in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehenen Umkreise), einschließlich der Gebiete, die den raumplanerischen Ausgleich bilden.

1. Festsetzung von zusätzlichen Vorschriften

1. Diese zusätzliche Vorschriften können u.a. das Folgende betreffen (Artikel 41 des CWATUP):

- eine genauere Bestimmung der Zweckverwendungen des bzw. der Gebiete;
- Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplanes;
- Phasierung der Benutzung des bzw. der Gebiete;
- Reversibilität der Zweckverwendungen, wenn nach einer bestimmten Zeit das Projekt nicht durchgeführt worden ist
- ...

1. Bestimmung von technischen Ausrüstungen und besonderen Einrichtungen

2. Einschätzung der Effizienz der Maßnahmen und des nicht reduzierbaren Restimpakts

1. Überprüfung der Beachtung der relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz für Mensch und Natur im Rahmen der Revision des Sektorenplans (Artikel 42, 7°)

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz betreffen mindestens die folgenden Themen: biologische Vielfalt, Bevölkerung, menschliche Gesundheit, Fauna, Flora, Boden, Wasser, Luft, Klima, materielle Güter, Kulturerbe, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze, Landschaft sowie Wechselwirkungen zwischen den genannten Faktoren.

Es geht um die "relevanten" Ziele in Sachen Umweltschutz für den besagten Plan. Die Relevanz eines Ziels wird unter Berücksichtigung der voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen des Planes auf die Umwelt im Sinne der oben erwähnten Definition bewertet.

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz sind diejenigen, die auf internationaler, gemeinschaftlicher Ebene oder durch die Mitgliedstaaten festgelegt worden sind.

Was die gemeinschaftliche Ebene betrifft, so können diese Ziele nicht nur vom sechsten Aktionsprogramm für den Umweltschutz, sondern auch von den verschiedenen Europäischen Richtlinien wie z.B. der Rahmenrichtlinie "Wasser" abgeleitet werden.

Falls die auf internationaler oder europäischer Ebene festgelegten Ziele in auf nationaler, regionaler oder lokaler Ebene festgelegte Ziele eingegliedert worden sind, so reicht die Berücksichtigung der Letzteren.

2. Voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage, wenn der Plan nicht durchgeführt wird

1. (Artikel 42, 3°)

Hier geht es darum, die wahrscheinliche Entwicklung der umweltbezogenen Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten (siehe Kapitel V, Punkt 7), mangels einer Revision des Sektorenplans anzugeben.

KAPITEL VIII — Analyse der Ausgleichsmaßnahmen

Die Analyse der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt betrifft sowohl die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen als auch jede Form der alternativen Ausgleichsmaßnahmen, sei es zu operationellen Zwecken, im Bereich der Umwelt, der Energie oder der Mobilität, und ungeachtet, ob sie durch die Verwirklichung von Infrastrukturen, Ausrüstungen und Anlagen konkretisiert werden oder nicht;

Nur die als relevant betrachteten Elemente der vorigen Kapitel müssen analysiert werden.

Die negativen und positiven Auswirkungen müssen identifiziert werden.

Im Falle von negativen Auswirkungen kann das Planungsbüro Maßnahmen zur Verringerung der Auswirkungen oder eine Abgrenzungsvariante vorschlagen.

KAPITEL IX — Begründungen, Empfehlungen und Überwachung der Durchführung des Planes

1. Begründung und Vergleich des Vorentwurfs und der verschiedenen Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten (Artikel 42, 11°)

Die Begründung erfolgt auf der Grundlage des Artikels 1, § 1 des CWATUP und der Analyse der vorhergehenden Kapitel.

Der Vergleich hat die Form einer Tabelle und beruht mindestens auf folgenden Elementen: (sowohl positive als auch negative) Auswirkungen auf das Umfeld, einzuleitende Maßnahmen zur Milderung der Auswirkungen, Restwirkungen.

An das hauptsächliche Potenzial und die hauptsächlichen Belastungen des Projekts zur Revision des Sektorenplans erinnern.

Schlussfolgerungen über die Antragstellung abgeben und ggf. Empfehlungen äußern.

1. 2. In Betracht gezogene Maßnahmen zur Begleitung der Durchführung des Sektorenplans (Artikel 42, 13°)

Es geht darum, die bedeutsamen Auswirkungen aufzulisten, Überwachungsindikatoren bezüglich dieser Auswirkungen, ihr Berechnungs- und Feststellungsverfahren, die verwendeten Daten und deren Quellen sowie Schwellenwerte vorzuschlagen.

Der Verfasser kann Empfehlungen geben über Punkte, die in der Akte zum Antrag auf die Genehmigung und in der Umweltverträglichkeitsprüfung des Projekts besonders zu bekräftigen sind.

KAPITEL X — Beschreibung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten

1. Vorstellung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten (Artikel 42, 12°)

Es geht darum, die spezifischen Elemente der Bewertungsmethode zu beschreiben und die insbesondere bei der Sammlung der Informationen und in den Methoden zur Einschätzung der Bedürfnisse angetroffenen Schwierigkeiten zu erklären.

2. 2. Grenzen der Studie (Artikel 42, 12°)

Der Autor der Studie erläutert die Punkte, die nicht gründlicher untersucht werden konnten und die ggf. in zukünftigen Umweltverträglichkeitsprüfungen gründlicher untersucht werden könnten.

Bibliographie

1. Nichttechnische Zusammenfassung

Inhaltsverzeichnis, Liste der Karten, Abbildungen und Bilder (mit der Seitennummer).

Die nichttechnische Zusammenfassung ist ein getrenntes Dokument, das höchstens 30 Textseiten umfasst. Es ist mit Karten, Abbildungen und Farbbildern illustriert.

Dieses Dokument muss die Umweltverträglichkeitsprüfung über den Plan zusammenfassen und sie in eine nichttechnische Sprache übersetzen, damit sie für nicht Sachkundige verständlich wird, und die Teilnahme der Bürger an der öffentlichen Untersuchung fördern.

Die positiven, negativen Auswirkungen und die vorgeschlagenen Maßnahmen zur Verringerung der Auswirkungen (Empfehlungen) werden in der Form einer synthetischen Tabelle dargestellt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan Marche-La Roche (Karten 49/5, 55/1 und 55/2) einer Revision zu unterziehen, und zur Verabschiedung des Vorentwurfs der Revision zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets als Erweiterung des Steinbruchs Préalles auf dem Gebiet der Gemeinde Durbuy (Heyd) und der Umwandlung von Grundstücken, die auf dem Gebiet der Gemeinden Durbuy (Heyd und Tohogne) gelegen sind, in Agrargebiete und in Forstgebiete, als raumplanerischer Ausgleich

Namur, den 5. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 596

[2009/200593]

5 DECEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot herziening van het gewestplan Marche-La Roche (bladen 49/5, 55/1 en 55/2) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied als uitbreiding van de steengroeve van Préalles op het grondgebied van de gemeente Durbuy (Heyd) en, bij wijze van planologische compensaties, op de bestemming als landbouwgebied en bosgebied van gronden opgenomen als ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente Durbuy (Heyd en Tohogne)

De Waalse Overheidsdienst,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 1, 22, 23, 25, 32, 35, 36, 42, 43, 44 en 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan goedgekeurd door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 1987 tot opstelling van het gewestplan Marche-La Roche;

Overwegende dat de optie waar het gewestelijk structuurplan voor koos wat de bescherming en het beheer betreft van de ondergrondse rijkdommen erin bestaat, in te spelen op de behoefte aan ruimte voor de ontginningsnijverheid in de komende dertig jaar;

Gelet op het Toekomstcontract voor Wallonië, aangenomen op 20 januari 2005 en de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië, aangenomen op 30 augustus 2005;

Gelet op het onderzoek van de ondergrondse rijkdommen van de provincie Luxemburg uitgevoerd op verzoek van het Waalse Gewest door Professor E. Poty en bekendgemaakt op 27 september 2000 door het "Laboratoire d'Analyses Litho- et Zoostratigraphiques" van de Universiteit Luik;

Overwegende dat de Waalse Regering op 27 maart 2002 de Minister van Ruimtelijke Ordening ermee belast heeft de dossiers te behandelen in verband met de aanvraag tot opnemings van ontginningsgebieden op grond van volgende criteria :

- het bestaan van een economische operator die gemotiveerd is om op het gebied te ontginnen;
- de indiening bij het Kabinet en bij het Bestuur van een gedocumenteerd dossier;
- een door hierbovenvermeld onderzoek Poty gevalideerde site;

- een aanvraag overeenstemmend met het strategische ontwikkelingsbeleidsplan van de onderneming inzake economie, werkgelegenheid, duurzame mobiliteit;
- een aanvraag die in minstens een van volgende prioriteiten past :
- de huidige uitbating mag niet langer dan zes jaar doorgaan binnen de huidige grenzen van het gewestplan, afgaande op het huidige uitbatingsritme, behoudens buitengewone omstandigheden die in het beleidsplan gemotiveerd worden;

— de vraag draagt bij tot de instandhouding van een productiepotentieel voor een stof die als productiemiddel dient in een belangrijke economische sector in Wallonië;

Gelet op de in 1985 opgestelde inventaris van de biologisch waardevolle gebieden en zijn actualisering door de "FUL" (Fondation universitaire luxembourgeoise ASBL) voor de omtrek betrokken bij dit voorontwerp ten gevolge van twee onderzoeken ter plaatse uitgevoerd in 1997;

Gelet op de inventaris van de landschappelijk waardevolle omtrekken en van de uitzonderlijke vergezichten vastgesteld in 2002 door de VZW "ADESA" (Action de Défense de l'Environnement de la Vallée de la Senne et de ses Affluents) in overeenstemming met het Waalse Gewest;

Overwegende dat dit voorontwerp van plan onderworpen zal worden aan een effectenonderzoek van plan overeenkomstig artikel 42 van het "CWATUP"; dat de conclusies van dat onderzoek des te belangrijker zullen zijn daar de aanvraag om globale vergunning die na de definitieve goedkeuring van de herziening van het gewestplan ingediend zal worden, niet onderworpen zou kunnen worden aan een milieueffectonderzoek;

Overwegende dat de "SPRL Carrières de Préalles" een afzetting van kalksteen ontgint op het grondgebied van de gemeente Durbuy (Heyd) voor de productie van steenslag en zand, materiaal gebruikt voor de aanmaak van beton, voor de bouw, de wegeninfrastructuur en alle overige civieltechnische werken en voor de winterdiensten (strooidiensten); dat de steengroeve geopend is in de noordelijke helling van een valleitje gevormd door de beek Tour op 450 meter van zijn samenvloeiing met de Aisne;

Overwegende dat de ontgonnen stof een biostromale kalksteen van de vorming van "Mont d'Hours" is, namelijk een kalkreeks van het hogere givetiaans tijdperk (Midden-Devoon) met een vermogen van 140 meter en met niet-ontginbare leistenen aan de top en aan de basis;

Overwegende dat die ontginning uitgevoerd wordt in een ontginningsgebied opgenomen in het gewestplan van Marche-La Roche en ze er het oostelijke deel van bezet met ongeveer 13 ha open veld op 25 opgenomen ha;

Overwegende dat de gemiddelde jaarproductie tussen 300 000 en 400 000 ton bedraagt, wat een rechtstreekse en onrechtstreekse tewerkstelling van 11 personen als gevolg heeft; dat de auteur van het effectenonderzoek die cijfers zal moeten bepalen en actualiseren;

Overwegende dat 70 % van de klantenkring in een straal van minder dan 50 km gelegen is (plaatselijke markt) en dat de overblijvende 30 % zich niet verder dan 200 kilometer bevinden gelet op de geringe meerwaarde van de ontgonnen stof en van de kosten van het vervoer; dat de klanten zowel private ondernemingen als openbare diensten (Waals Gewest, gemeenten,...) zijn; dat de auteur van het effectenonderzoek verplicht zal zijn de huidige en toekomstige behoeften van de plaatselijke markt in kalksteenslag (en zand) te bepalen om de valorisatie van de productie te bevestigen;

Overwegende dat die producten uitsluitend over de weg vervoerd worden met dagelijks, in beide richtingen, een verkeer van 40 voertuigen (in de winter) en 120 voertuigen (in de zomer) voorzien van ongeveer 20 ton laadvermogen; dat meer dan 95 % van het verkeer de steengroeve bereikt via de N806 en de brug over de Aisne en de oude weg van Heyd; dat de nieuwe weg die aangelegd is door de exploitant tussen de brug over de Aisne en Heyd het plaatselijke verkeer in staat stelt de steengroeve te vermijden; dat de auteur van het effectenonderzoek het ritme, het belang en het traject van het verkeer zal moeten bepalen;

Overwegende dat een geotechnisch en geologisch onderzoek dat in 1996 door de "FUL" en "Aquiground Consult" is uitgevoerd, concludeert dat de kalkafzetting zich naar het noorden uitstrekt ten opzichte van het huidige afgegraven gebied en dat het westelijke gedeelte van het ontginningsgebied (6 ha van 25 ha die heden in het gewestplan opgenomen zijn) niet ontginbaar is wegens de aard van de stenen, nl. schiefer (vorming van Fromelennes);

Overwegende dat het onderzoek van de ondergrondse rijkdommen van de provincie Luxemburg uitgevoerd in 2000 door de Universiteit Luik de conclusies van het in 1996 verrichte geotechnische onderzoek heeft bevestigd; dat het bovendien bepaald heeft dat het noordoostelijke gedeelte van het ontginningsgebied (3,6 ha van 25 ha die heden in het gewestplan opgenomen zijn) een kalkvoorraad van slechtere kwaliteit (vorming van Trois-Fontaines) is, dat ontginbaar is mits het weggraven van een niet-ontginbare laag van 25 meter kalk- en schisthoudende afzetting uit de vorming van Terres d'Hours;

Overwegende enerzijds dat behalve die 3,6 ha de openlegging van het ontginningsgebied de perken van de ontginbare en vergunde gebieden heeft bereikt en anderzijds dat de ontginning in diepte door het niveau van de waterlaag is beperkt;

Overwegende dat het voortbestaan van de uitbating na de eerstkomende twee jaar daardoor niet meer gegarandeerd kan worden;

Overwegende dat om de voortzetting van haar uitbating boven de vervaltermijn van twee jaar te waarborgen, de "SPRL Carrières de Préalles" dan ook de opneming als ontginningsgebied vraagt van een geheel van gronden gelegen in het noordelijke verlengde van de huidige uitbating; dat die gronden wel overeenstemmen met de afzetting die bepaald is in het onderzoek uitgevoerd in 2000 door de Universiteit Luik;

Overwegende dat het dossier de criteria bepaald door de Waalse Regering op 27 maart 2002 goed vervult, zodat de Minister van Ruimtelijke Ordening de dossiers m.b.t. de aanvraag om opneming als ontginningsgebied kan behandelen;

Overwegende dat de keuze van de uitbreiding van de steengroeve van Préalles gerechtvaardigd wordt door de afwezigheid van een alternatieve site die op plaatselijke schaal aannemelijk is, door de hoge vervoerkosten van het ontgonnen product met geringe meerwaarde, die een ligging naast de markten oplegt (het noorden van de provincie Luxemburg en de provincie Luik) en door de zeldzaamheid van de op plaatselijk niveau geproduceerde materialen, aangezien de andere dichtbijgelegen steengroeven van kalkgranulaat op verschillende tientallen kilometers gelegen zijn;

Overwegende dat de gronden waarvan de opneming als ontginningsgebied in het vooruitzicht gesteld wordt, een oppervlakte van 8 ha bezitten en bestemd zijn als landbouwgebied voor 5,3 ha en als bosgebied voor 2,7 ha in het gewestplan Marche-La Roche; dat die gronden afgebakend worden :

- in het westen door een fictieve lijn die de westelijke hoeken van de percelen 478A en 494C verbindt;
- in het noorden door de grens die de percelen 494C, 551, 495, 564, 378A, 373C en 373D omvat, wat gedeeltelijk ongeveer overeenstemt met de hoogtelijn "210 meter";
- in het noordoosten door een fictieve lijn die de noordelijke hoeken van de percelen 373D en 356A verbindt;

— in het oosten en het zuiden door de oude weg die de percelen gelegen ten noorden van de steengroeve (af te schaffen weg) bedient en die het ontginningsgebied overeenstemmend met de huidige ontginningsplaats beperkt;

Overwegende dat op grond van de bekende geologische gegevens de bedoelde afzetting met 4 500 000 m³, of 7 500 000 ton (densiteit van 2,5 maar 1/3 verliezen) zou overeenstemmen en het huidige jaarlijkse productieniveau, rondom en nabij de 350 000 ton, zich gedurende eenentwintig jaar zou moeten kunnen handhaven en op die manier 11 arbeidsplaatsen zou moeten vrijwaren;

Overwegende dat de steengroeve reeds uitgerust is met de voor haar werking nodige infrastructuur en voorzieningen, met name een bezinkingsbekken, waarvan de exploitatie behoorlijk vergund is; dat aangezien zijn gebruik heden tot enkele jaren beperkt is, de exploitant voorziet in de aanwending van een filterpers, wat een nodige voorwaarde is voor de handhaving van de uitbating; dat de auteur van het effectenonderzoek de haalbaarheid van de uitvoering van dat proces zal moeten verifiëren;

Overwegende dat de exploitant niet voorziet in een wijziging van de installaties noch van de toegangen ten opzichte van de bestaande toestand; dat de uitbreiding van de steengroeve de schrapping van de weg gelegen ten noorden van het huidige ontginningsgebied als gevolg zal hebben maar dat de landbouwpercelen ten noordwesten van de steengroeve bereikt kunnen worden door de oude gemeenteweg die langs het zuiden van de steengroeve loopt en het noordelijk gedeelte ervan bereikt door een singelweg via het westen;

Overwegende dat uit de analyse blijkt, wat betreft de milieugevoeligheden en -verplichtingen, van de gronden die onderworpen zijn aan deze herziening van gewestplannen en van die in de naaste omgeving ervan :

— dat de steengroeve tamelijk afgezonderd ligt ten opzichte van de omwoners, wat het effect van de hinder beperkt; dat de geplande uitbreiding van het ontginningsgebied in het bijzonder in de richting van een recreatiegebied geschiedt maar dat ze niet dichterbij dan 50 meter van dat gebied komt, dat bovendien 50 meter dieper gelegen is waarvan het door een natuurscherp gevormd door de helling gescheiden is; dat de minimale afstand tussen het nieuwe ontginningsgebied en het dorp van Aisne ook 150 meter bedraagt met een klein bosgebied als bufferzone; dat een bebost merloen van 10 meter breed door de exploitant voorzien is op alle secties van de omtrek van het nieuwe ontginningsgebied in contact met open ruimten;

— dat de ligging van de installaties van de steengroeve in een bochtig valleitje de verspreiding van het lawaai en de verstrooiing van de stoffen vermindert en dat, om de opwaaiende stoffen veroorzaakt door de vrachtwagens te beperken, de knooppunten gedurende de droge periodes bevochtigd worden; dat de geluidsemissies, voornamelijk uit de behandelingsinstallaties (lading, het zeven, het fijnstampen,...), de stoffenemissie en de frequentie van de mijnschoten (2 tot 3 schoten per maand) onveranderd zullen blijven en dat de gedurende de schoten genomen maatregelen gehandhaafd zullen blijven; dat de auteur van het effectenonderzoek zal moeten nagaan of bijkomende trillingsreceptoren niet geïnstalleerd zou moeten worden gezien de aanwezigheid van karst en het potentieel effect ervan op het aanvoelen van de mijnschoten in de buurt en dat hij diepgaander het huidige en geplande effect van de geluids- en stoffenemissies rond de steengroeve, met name die veroorzaakt door het verkeer zal moeten analyseren;

— dat de enige vastgestelde rechtverkriggende een waterleiding is die langs de nieuwe weg van Heyd bij de brug over de Aisne ligt maar die zich op het meest dichtbij punt op een honderdtal meter oostelijk van de betrokken omtrek bevindt;

— dat uit een analyse voortvloeiend uit een geocentrisch onderzoek uitgevoerd in 2003 blijkt dat geen enkel van de geïdentificeerde winningen de invloed van de steengroeve zelfs in geval van uitbating van het hele nieuwe ontginningsgebied ondergaat;

— dat de huidige ontginning reeds onder het niveau van de waterlaag geschiedt en dat het bemalingwater in de Aisne wordt geloosd; dat het voor het nieuwe aanvraagde ontginningsgebied voorzien is de afzetting enkele meters onder het niveau van die rivier te exploiteren; dat de auteur van het effectenonderzoek de diepte van de bodem van de steengroeve die de exploitant heeft bereikt en/of wenst te bereiken ten opzichte van het niveau van de Aisne, zal moeten controleren en het effect van de verlaging van de grondwaterstand alsmede de lozings te analyseren;

— dat karstfenomenen in en in de onmiddellijke nabijheid van de steengroeve waargenomen worden (waarnemingen verricht gedurende de oudere uitbatingsfasen bevestigden met name het bestaan van een ondergrondse rivier onder de bodem van de steengroeve, waarvan de stroming verstoord zou kunnen worden in geval van uitdieping); dat de auteur van het effectenonderzoek een grondiger onderzoek zal moeten voeren om het ondergrondse traject van het water alsmede de wijze waarop het weer aan de oppervlakte komt, te kennen in de wetenschap dat een betere kennis van het karstnet een geringer potentieel rendement aan het licht zou kunnen brengen en een opwaardering van de termijn van de uitbaatmogelijkheid van de site zou kunnen impliceren en overwegende dat laatstgenoemde auteur het effect van de vermindering van de waterlaag op de karststructuren (risico voor leegpompen) zal moeten analyseren;

— dat het beheer van de steriele gesteenten van de uitbating het voorwerp moet uitmaken van een bijzondere aandacht gezien de onvolledige aard van de informatie verstrekt door de aanvrager terzake en rekening houdende met de kalk- en schisthoudende niveaus die geëxploiteerd moeten worden alvorens de beste kalkniveaus meer ten noorden te bereiken en dat de auteur van het effectenonderzoek preciseringen zal moeten aanbrengen over hun verwachte volume, hun opslag en hun eindelijk gebruik;

— dat het nieuwe ontginningsgebied bosgebieden zal vervangen, die de "FUL" bij haar waarnemingen van 1997 heeft beschouwd als "van zeer grote biologische kwaliteit" wegens de aanwezigheid van twee belangrijke ecotopen die beschermde plantensoorten omvatten; dat de afwijking van de beschermingsmaatregelen van die soorten, zoals bedoeld in artikel 5 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, gewijzigd bij het Decreet van 6 december 2001 aangevraagd en gekregen zal moeten worden;

— dat de site geschikt is voor het nestelen van de oehoe, een beschermde diersoort waarvoor de werkfront van een steengroeve een vervangingshabitat is en dat zijn aanwezigheid verenigbaar kan zijn met het voortzetten van de exploitatie en de uitbreiding van de steengroeve;

— dat het gedeelte van het gewestplan waarvoor een herziening is voorgesteld, zich niet ten koste van de omringende Natura2000-omtrek "Basse vallée de l'Aisne" (code BE34007) uitbreidt waarvan een uitdijning naar het zuiden overigens de noordgrens van het nieuwe ontginningsgebied bepaalt; dat deze nabijheid het feit volkomen rechtvaardigt dat de auteur van het effectenonderzoek belast wordt met een grondiger analyse van het effect van de uitbating van laatstgenoemde op de biodiversiteit, met name op laatstgenoemde Natura2000-omtrek;

— dat om het effect op het landschap te beperken, de oostelijke grens van het nieuwe ontginningsgebied de hoogtelijn "210 meter" volgt zodat de uitbating van het nieuwe ontginningsgebied op termijn tot gevolg zal hebben dat de hoogte van de zichtbare helling vanaf het oosten (vanaf weg N806) en het zuidoosten (vanaf het dorp van Aisne) slechts met een tiental meters zal worden verminderd; dat aangezien het aanwezige bomenscherm aan de oostelijke rand van de steengroeve behouden zal worden en aangezien, voor het gebied dat niet door het bos aan het zicht onttrokken wordt, een bebost merloen aan de oostelijke kant van de omtrek geplaatst zal worden in het verlengde van het bestaande bosgebied, het gezicht vanaf de vallei van de Aisne bijna hetzelfde als vandaag zou moeten blijven; dat deze overwegingen het voorwerp moeten uitmaken van een grondiger onderzoek en dat de auteur van het

effectenonderzoek het effect van de uitbreiding van de steengroeve op de kwaliteit van drie uitzonderlijke uitzichten die in 2002 door de "ADESA" in een register zijn opgenomen, zal moeten controleren; deze uitzichten zijn de volgende : het uitzicht naar het oosten vanaf de "Ferme de Hottemme" (Eenheid 6F2-Punt 1), het uitzicht naar het noorden vanaf de weg van Heyd naar Tour (Eenheid 6F - Punt 5) en het uitzicht naar het noordwesten vanaf de straat Vôle del Rotche naar Frinne te Heyd (Eenheid 6F1 -Punt 8);

Overwegende dat dit voorontwerp van herziening van een gewestplan voldoet aan het bepaalde van artikel 46, § 1, 2°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium dat elke lintbebouwing langs de weg verbiedt;

Overwegende dat artikel 46, § 1, tweede lid, 3°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium het volgende bepaalt : "de opnemings van een nieuw bebouwingsgebied wordt gecompenseerd door een gelijkwaardige wijziging van een bestaand bebouwingsgebied in een niet-bebouwingsgebied of door een alternatieve compensatie bepaald door de Regering";

Overwegende dat, bijgevolg, overwogen wordt de opnemings van het nieuwe ontginningsgebied planologisch te compenseren door de bestemming als niet-bebouwbaar gebieden van gronden die heden als ontginningsgebied opgenomen zijn, met name :

op het grondgebied van de gemeente Durbuy (Heyd) in het westelijke gedeelte van de site van de steengroeve van Préalles, gronden met een oppervlakte van 3,5 ha bestemd als landbouwgebied en een beboste oppervlakte "van zeer grote biologische kwaliteit" (volgens het onderzoek van de "FUL" in 1997), met een oppervlakte 2,2 ha bestemd als bosgebied; op het grondgebied van de gemeente Durbuy (Tohogne) op de site van de oude steengroeve van Haute Kimone, in het bos van Viné, gronden met een oppervlakte van 2,5 ha bestemd als bosgebied;

Overwegende dat de bestemming als bosgebied van bovenvermelde beboste oppervlakte van 2,2 ha voldoet aan de wil om *het behoud van zijn ecologisch evenwicht* te waarborgen, overeenkomstig het eerste lid van artikel 36 van het "CWATUP" gelet op de coherentie met de bestemming van de aangrenzende beboste gebieden die een vergelijkbare biologische kwaliteit hebben en die in de Natura2000-omtrek opgenomen zijn; dat met de handhaving van dit beboste gebied de landschappelijke waarde erkend door "ADESA", door haar gedeeltelijk op te nemen in een landschappelijk waardevolle otrek bij haar inventaris van 2002, in stand kan worden gehouden;

Overwegende dat dit voorontwerp er samenvattend op gericht is het gewestplan Marche-La Roche te wijzigen om de voortzetting van de activiteiten van de "SPRL Carrières de Préalles" mogelijk te maken op gronden opgenomen als landbouw- en bosgebied in het gewestplan ten noorden van de huidige ontginning, op het grondgebied van Durbuy en de opnemings van dat nieuwe ontginningsgebied te compenseren door de bestemming als landbouw- en bosgebied van gronden die heden opgenomen zijn als ontginningsgebied, maar die niet-ontginbaar zijn en/of die erkende of potentiële biologische kwaliteiten hebben en die gelegen zijn op het grondgebied van de gemeente Durbuy;

Overwegende dat voorgaande afweging als resultaat van de evaluatie van de behoeften en van de analyse van de bestaande feitelijke en rechtstoestand aantoont dat dit voorontwerp met inachtneming van de doelstellingen verwoord in artikel 1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium in de behoefte aan ruimte kan voorzien voor de voortzetting van de ontginningsactiviteit van de firma "Carrières de Préalles SPRL » voor een twintigtal jaar;

Overwegende dat dit ontwerp het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan goedgekeurd op 27 mei 1999 conform is, daar het een gepaste valorisering beoogt van de ontgonnen stof en daardoor ingespeeld kan worden op de behoeften op middellange termijn van de gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. De Regering beslist tot de herziening van bladen 49/5, 55/1 en 55/2 van het gewestplan Marche-La Roche met het oog op de uitbreiding van de steengroeve van Préalles.

Art. 2. Het voorontwerp van herziening van de bladen 49/5, 55/1 en 55/2 van het gewestplan Marche-La Roche met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied als uitbreiding van de steengroeve van Préalles op het grondgebied van de gemeente Durbuy (Heyd) en, bij wijze van planologische compensaties, op de bestemming als landbouwgebied en bosgebied van gronden opgenomen als ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente Durbuy (Heyd en Tohogne) wordt goedgekeurd overeenkomstig het bijgevoegde plan.

Art. 3. De Regering neemt de ontwerp-inhoud van het bij dit besluit gevoegde milieueffectenonderzoek aan.

Art. 4. De Regering belast de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling ermee, de ontwerp-inhoud van het effectenonderzoek ter advies voor te leggen aan de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) en aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling) en het haar nadien opnieuw voor te leggen voor aanneming ervan.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

BIJLAGE

Voorontwerp van herziening van het gewestplan Marche-La Roche (bladen 49/5, 55/1 en 55/2) met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied als uitbreiding van de steengroeve van Préalles op het grondgebied van de gemeente Durbuy (Heyd) en, bij wijze van planologische compensaties, op de bestemming als landbouwgebied en bosgebied van gronden opgenomen als ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente Durbuy (Heyd en Tohogne).

INHOUD VAN HET ONDERZOEK BETREFFENDE HET GEWESTPLAN

1. Omvang

Geen enkel bestanddeel van het voorontwerp is van het milieueffectenonderzoek vrijgesteld.

2. Nauwkeurighedsgraad van de gegevens

Het hieronder overwogen bestek is een standaarddocument waarvan de precisiegraad geacht wordt voldoende te zijn wat betreft artikel 42 van het Wetboek.

Er wordt een bijzondere aandacht besteed aan de analyse van de eventuele gevolgen van het voorontwerp op de volgende feitelijke gegevens :

- de opgewekte tewerkstelling en de uitbatingritme (geproduceerde hoeveelheden);
- de trillingen (mijnschoten) en geluids- en stoffenemissies;
- de ritme, het belang en het traject van het verkeer;
- De verenigbaarheid van het voorontwerp met het beginsel van spaarzaam gebruik van de ondergrondse rijkdommen wat betreft het evenwicht tussen vraag en aanbod op de markt van de steenslag en kalkzand en op de granulaatmarkt in het algemeen;
- de haalbaarheid van de uitvoering en het gebruik van een filterpers ter vervanging van het huidige bezinkingsbekken;
- de hydrogeologie : controle op de bodemafmeting, analyse van het effect van de bemaling (in termen van vermindering van de waterlaag, het risico voor leegpompen, lozingen);
- de karstfactoren : kennis van het circuit van het ondergrondse water, van het karstnet, eventuele opwaardering van de termijn van de uitbaatmogelijkheid van de site;
- het beheer van de gesteenten (volume, opslag en eindgebruik);
- de biodiversiteit : in de omtrek bestemd voor het nieuwe ontginningsgebied, in de afgedankte gebieden bij wijze van compensatie en in de dichtbije Natura2000-omtrek;
- het effect op het milieu (met name de kwaliteit van drie uitzonderlijke uitzichten die in 2002 door de "ADESA" in een register zijn opgenomen).

FASE I.

Inleiding

De inleiding heeft als doel het effectenonderzoek in zijn context te plaatsen en wil met name de procedure voor het publiek duidelijker maken.

1. Verwijzing naar de procedure voor de herziening van een gewestplan - Artikelen 42 tot 46 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium

2. Voorontwerp van herziening van het gewestplan goedgekeurd door de Waalse Regering met inbegrip van de verzachtende maatregelen met betrekking tot de uitvoering van het project (artikel 42, 1^o)

3. Actoren van de herziening van het gewestplan

3.1. Beslissingmaker

Waalse Regering vertegenwoordigd door de Minister tot wiens bevoegdheden Ruimtelijke Ordening behoort.

3.2. Initiatiefnemer van het verzoek

Promotor van het project, vennootschap of natuurlijke persoon die de groeve uitbaat. Organogram van de vennootschap (meer bepaald indien meerdere filialen, of meerdere vennootschappen in een groep). De contactpersoon (-personen) en zijn (hun) personalia vermelden.

3.3. Auteur van het effectenonderzoek

Erkend studiebureau : de categorieën erkenningen en de duur ervan nader omschrijven en de verschillende personen die aan het onderzoek hebben meegewerkt, vermelden en hun bevoegdheden specificeren. De contactpersoon (-personen) en zijn (hun) personalia vermelden.

4. Potentiële drukfactoren, door het bestuur onderkend

Het betreft de drukfactoren die het bestuur heeft onderkend op grond van de analyse van de feitelijke en de rechtstoestand en van de verschillende adviezen die het in dit stadium van de procedure gekregen heeft (College van burgemeester en schepenen, gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening, Ministerie van Uitrusting en Vervoer, Directoraat-generaal Landbouw, Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu-Afdeling Natuur en Bossen, DE, Afdeling Preventie en Vergunningen, Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening, (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling, de waterleidingmaatschappijen, Elia, NMBS, Landsverdediging,...).

HOOFDSTUK I. — Omschrijving van het voorontwerp van plan

1. Doel van de gewestplanherziening (artikel 42, 1^o)

— Ligging en oppervlakte van het (de) ontginningsgebied(en) (of andere gebieden en/of omtrek(ken) opgenomen in artikel 40 van het Wetboek), opgenomen in het voorontwerp van plan, met inbegrip van de planologische compensaties;

— exacte lokalisatie (provincie, gemeente(n), plaatsnaam, straat, bladnr. NGI, Lambert-coördinaten) en afbeelding op wegen- en topografische kaarten (1 : 50 000 en 1 : 10 000) + orthofotoplan op 1 : 10 000;

— kadastrale percelen betrokken bij de herziening van het gewestplan en op NGI-achtergrond overgedrukt op 1 : 10 000e en 1 : 25 000e; de totale oppervlakte die het eigendom is van de aanvrager, bepalen;

— (huidige en geplande) bestemmingen in het gewestplan (kaarten 1 : 10 000e en 1 : 25 000e); de oppervlakten van de zones waarvan de bestemming verandert (met inbegrip van de omtrekken bedoeld in artikel 40 van het Wetboek) nader bepalen. In voorkomend geval de bepaalde bijkomende voorschriften nader omschrijven (zie artikel 41 van het Wetboek).

— Geologische omschrijving van de afzetting bedoeld in de herziening van het gewestplan :

- gewestelijke toestand : structureel bekken of massief;

- afzetting : Afzetting (lithologie, ouderdom, vorming, lid, totaal en gevaloriseerd vermogen, structuur van de lagen (hellingshoek en richting), aard en dikte van de bedekking,...;

- een uittreksel bijvoegen van de meest recente geologische kaart; minstens een geologische dwarsdoorsnede ter hoogte van de toekomstige ontginning aangeven; daarbij de bevindingen van de boringen voegen en/of van de geofysische prospectie, de bevindingen van de fysisch-chemische analyses of van elk ander gegeven in verband met de kwaliteit van de te ontginnen afzetting);

— Geotechnische drukfactoren: (karst, tectonische accidenten (breuken en verschuivingen), hydrogeologie, voormalige ondergrondse mijnwerkzaamheden,...);

— Overwogen bedrijfsproject :

— productie : de producten nader omschrijven van de groeve en de hoeveelheden opgeven in ton of kubieke meter, een eventuele voorziene groei, de huidige of overwogen valorisering (nieuwe producten) aangeven, met inbegrip voor de steriele gesteenten (gebruiksvormen en toepassing uitleggen);

Ontginningstechnieken en behandeling van de rots (flowsheet van de ontginning);

— Fasering van de bezetting (met inbegrip het beheer van de steriele gesteenten, het opgepompte water en de heraanleg);

— Overwogen infrastructures (in de omtrek van het voorontwerp en daarbuiten).

1. Identificatie en explicatie van de doelstellingen van de herziening van het gewestplan (artikel 42, 1^o)

Doel is de doelstellingen van de Regering bedoeld in het besluit van voorontwerp van het plan voor het publiek duidelijk en begrijpelijk maken.

Het is geen kopieerwerk en ook geen interpretatie.

2. Kritische analyse van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het voorontwerp ten opzichte van de relevante plannen en programma's (artikel 42, 1^o)

Die analyse dient onder andere de controle te bevatten van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het voorontwerp met de belangen voorgesteld in de gewestelijke regelgeving en beleidsteksten, namelijk het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, en de verschillende plannen en programma's zoals het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, het bijgewerkte toekomstcontract voor Wallonië,...

De doelstellingen van bedoelde gewestelijke documenten moeten niet samengevat worden. Wat wel gedaan moet worden, is de doelstellingen van het voorontwerp analyseren ten opzichte van die documenten.

HOOFDSTUK II. — *Sociaal-economische verantwoording van de uitbreiding van de ontginningsgebieden in het gewestplan*

In dit hoofdstuk wordt nagegaan of de gronden opgenomen als ontginningsgebied in het gewestplan op een relevant grondgebied (nader te bepalen) op de vraag kunnen ingaan en worden de voornaamste sociaal-economische effecten van de herziening van het gewestplan aangeduid. (artikel 42, 2^o)

1. Evaluatie van de behoefte

1. Kenmerken van het product

Specifieke kenmerken, toegevoegde waarde en gebruiksvormen van het product, benoeming van de concurrerende of vervangingsproducten en van de voor- en nadelen in vergelijking met het overwogen product ten opzichte van de concurrerende producten, het soort vervoer dat gebruikt wordt en het aandeel van het vervoer in de kostprijs van het product...

2. Evaluatie van de vraag

Hier worden de perspectieven inzake de productie door de exploitant ten opzichte van de marktperspectieven van de ontgonnen stof geëvalueerd.

1.2.1. Globale markt van de stof : huidige toestand en ontwikkelingsperspectieven :

— De huidige (daadwerkelijke en potentiële) afzetmogelijkheden van de ontgonnen stof evalueren ten opzichte van de verschillende gebruiksvormen (in voorkomend geval het belang van de ontgonnen rotsgesteenten op erfgoedvlak aangeven), alsook de schaal van de markt (afzetkring), van het lokale naar het internationale vlak.

Als de denkoefening relevant is, de voornaamste ondernemingen die heden (daadwerkelijk en potentieel) klant zijn, noemen en op een kaart aangeven, alsook aangeven welk belang zij kunnen halen uit de inbedrijfname van de locatie; in het tegenovergesteld geval, de afzetkring in kaart brengen en nader omschrijven.

— Evolutie van de markt de volgende dertig jaar : er zal met name rekening worden gehouden met de evolutie van de gebruiksvormen van het product, de ontwikkeling van vervangingsproducten en de vermoedelijke evolutie in de vervoerskosten.

1.2.2. Plaats die de onderneming bekleedt op de (huidige en toekomstige) markt :

Omschrijving van de concurrentie, zowel regionaal als internationaal, die dezelfde stof ontgint en dezelfde afzetkring bespeelt (elke concurrerende site op een kaart aanduiden)

- Raming van het relatieve marktaandeel van de onderneming (zie hoger).

- Groeiperspectieven van de onderneming afhankelijk van de marktevolutie en de productieperspectieven van de concurrerende ondernemingen (eveneens de verzoeken om herziening van gewestplannen in overweging nemen).

1.2.3. Conclusie over de productieperspectieven van de onderneming over dertig jaar.

1. Evaluatie van de potentialiteiten van het gewestplan

Het aanbod van de te ontginnen stof dat kwalitatief én kwantitatief de onder 1.2.3. gevalideerde vraag kan dekken, wordt hier geëvalueerd.

Die evaluatie gebeurt in twee stappen :

— In een eerste stap wordt het huidig in bedrijf zijnde ontginningsgebied onderzocht;

— In een volgende stap worden de ontginningsgebieden onderzocht die overeenstemmen met een gelijkaardige afzetting, opgenomen op het gewestplan in de hierboven aangegeven afzetkring en die niet beantwoorden aan de ontwikkelingsperspectieven van de concurrerende ondernemingen opgegeven in 1.2.2.

Voor elke site die op een kaart wordt aangegeven, worden de kenmerken van de afzetting aangegeven : kwaliteit van de gesteenten (beschikbare natuur- en scheikundige analyses of kwaliteitslabels), geschatte reserves (berekenningsmethodes uitleggen) en uitbaatmogelijkheden.

Nagegaan dienen te worden : de bereikbaarheid van de site, de aanwezigheid van de nodige infrastructuren, de mogelijkheid om de exploitatie te verrichten in functie van de voornaamste bodembezettingen (gevolgen van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met de andere bodembezettingen en de menselijke activiteiten), en de plaats van de site tegenover de bestaande uitbating en de huidige en toekomstige afnemers.

1. Conclusie over de evaluatie van de behoeften

De conclusie betreft de noodzaak om een ontginningsgebied uit te breiden of op te richten op het gewestplan in de aangegeven afzetkring.

1. Sociaal-economische gevolgen

Hier wordt de daaruit voortvloeiende economische activiteit geschat (zowel voor als na de ontginning) door de uitbating, rechtstreekse en onrechtstreekse werkgelegenheid en de financiële impact (belastingen, retributies,...).

HOOFDSTUK III. — *Validering van de ligging van het voorontwerp*

Identificatie en analyse van de liggingsvarianten

Het gaat er hier om op schaal van de afzetkring de ligging van het voorontwerp al dan niet te valideren :

- ten opzichte van de gewestelijke opties die op dit grondgebied toepasselijk zijn;
- in functie van de in 1.3. onderkende liggingscriteria,

en, in voorkomend geval, liggingsvarianten die voldoen aan deze elementen binnen dat grondgebied te zoeken (artikel 42, 11°)

1. Ruimtelijke weergave van de grote gewestelijke opties

De opties die bij gewestelijke beleidsdocumenten bepaald worden (gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, Toekomstcontract, overkoepelende beleidsplannen,...) worden overgeschreven op het grondgebied dat de afzetkring uitmaakt.

2. Benadrukking van de voornaamste liggingscriteria die beantwoorden aan de doelstellingen van het voorontwerp zoals geldig verklaard in punt 3 van hoofdstuk I

Volgende gegevens worden in ieder geval onderzocht :

2.1. Kenmerken van de afzetting : kwaliteit van de gesteenten (beschikbare natuur- en scheikundige analyses of kwaliteitslabels), geschatte reserves (berekeningsmethodes uitleggen) en uitbaatmogelijkheden.

2.2. Ligging van de site tegenover bestaande uitbating en tegenover huidige en toekomstige afnemers

2.3. Bereikbaarheid

2.4. Bestaan van noodzakelijke infrastructuren

5. Uitbaatmogelijkheden in functie van de voornaamste bodembezettingen (gevolgen van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met de andere bodembezettingen en de menselijke activiteiten)

1. Validering van de ligging van het voorontwerp

Hier wordt nagegaan of de ligging van het voorontwerp niet in tegenspraak komt te staan met de gewestelijke opties onderkend in punt 1 en de liggingscriteria uiteengezet in punt 2 naleeft.

2. Onderzoek naar en presentatie van wisseloplossingen inzake ligging van het voorontwerp

Doel is liggingsvarianten voor het voorontwerp te zoeken en aan te nemen door de liggingscriteria toe te passen die naar voren zijn gekomen in punt 2 toe te passen op het grondgebied van de afzetkring waarbij rekening wordt gehouden met de gewestelijke opties bepaald in punt 1.

Die liggingsvarianten worden beknopt voorgesteld.

3. Keuze van wisseloplossingen inzake ligging

Hier wordt de vergelijking gemaakt van het voorontwerp en van de liggingsvarianten wat betreft :

- de gewestelijke opties;
- de liggingscriteria

- de menselijke, sociaal-economische en ecologische potentialiteiten en drukfactoren van het grondgebied van de afzetkring;

- de kostprijs van de ontsluiting voor de gemeenschap,

en worden één of meer liggingsvarianten uitgekozen.

Als er geen enkele liggingsvariant beter aan de liggingscriteria beantwoordt dan het voorontwerp, hoeft er geen wisseloplossing uitgekozen te worden.

HOOFDSTUK IV. — *Onderzoek van de compensaties*
(artikelen 42, 10 ° en 46 van het "CWATUP")

De auteur van het effectenonderzoek moet zich niet uitspreken over de compensatiewijze (planologische-alternatieve compensaties) die bepaald is door de Regering in het voorontwerp van herziening, noch andere vormen van alternatieve compensatie voorstellen. De beoordeling van de evenredigheid van de eventuele alternatieve compensaties met het effect op de buurt van het bebouwingsgebied bedoeld in het voorontwerp behoort ook niet tot bevoegdheid van de auteur van het onderzoek.

Bovendien moet hij voor de planologische compensaties :

— hun ligging valideren ten opzichte van de economische, sociale, ecologische en erfgoedbehoeften, als van de bestaande feitelijke toestand en, in voorkomend geval, alternatieve liggingen voorstellen;

— een eventuele fasering ervan voorstellen naar gelang van een fasering van de uitbating of die bepaald in het voorontwerp valideren.

Voor de alternatieve compensaties met energetische, milieu- of mobiliteitsdoeleinden die reeds in overweging zijn genomen in het voorontwerpstadium en voor zover ze betrekking hebben op de aanleg van infrastructuur, voorzieningen of installaties, moet hij de aanpassing van het aard van die infrastructuur, voorzieningen en installaties met de energetische, milieu- en/of mobiliteitsinzetten controleren alsmede de relevantie van hun ligging rekening houdende met de bestaande feitelijke toestand;

FASE II.

HOOFDSTUK V. — *Aanwijzing en analyse van de drukfactoren en de potentialiteiten van de sites uit het voorontwerp en de liggingvarianten*

1. Omschrijving van het regelgevend verband

1. Inrichtingsgebieden en -omtrekken conform de regelgeving

1.1.1. Gewestelijk niveau (gewestplan, gewestelijk stedenbouwkundig reglement, saneringsplan per onderstroomgebied, algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden,...)

1.1.2. Gemeentelijk niveau (bijzonder plan van aanleg, gemeentelijk plan van aanleg, gemeentelijk milieuplan voor duurzame ontwikkeling, gemeentelijk natuurbevoororderingsplan, gemeentelijk structuurplan, gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, algemeen gemeentelijk afwateringsplan,...)

2. Goederen waarvoor een bijzondere regelgeving geldt

1.2.1. Fauna en flora (rechtsstatuut van de bossen en wouden, natuurpark, natuureservaten, Natura 2000-omtrekken, ruimten van gemeenschapsbelang, natuurlijke habitats (Decreet van 6 december 2001) en soorten van gemeenschapsbelang,...) (artikel 42, 5°).

1.2.2. Menselijke activiteiten (rechtsstatuut van de wegen en verkeerswegen, autonoom net voor traag verkeer, industrieën en uitrusting met een hoog SEVESO-risicogehalte,...) (artikel 42, 6°)

3. De vergunningsomtrekken met beperking van het burgerlijk recht :

(bestaande verkavelingen, omtrekken waarvoor het rampfonds is tegemoetgekomen, onroerende goederen onderworpen aan het recht van voorkoop, onroerende goederen onderworpen aan de onteigening ten algemene nutte,...)

4. De omtrekken gebonden aan de beleidsvormen inzake operationele inrichting :

(ruilverkavelingsomtrekken, stadsheroplevingsomtrekken, stadsvernieuwingsomtrekken, bevoorrechte initiatiefgebieden...)

5. Erfgoed- en archeologische sites

(beschermde monumenten en sites met inbegrip van de archeologische opgravingen, monumentaal erfgoed van België, lijst van de bomen en bijzondere hagen,...)

6. Drukfactoren van leefmilieuaard

(ondergrondse holten van wetenschappelijk belang, vochtig gebieden met een biologisch belang, riviercontracten, gevoelige natuurgebieden, biologisch zeer waardevolle gebieden, speciaal beschermde gebieden voor avifauna, oppervlakte met een landschappelijke waarde, dichtbijgelegen en afgelegen preventiegebieden, toezichtsgebieden op waterwinningen, kwetsbare gebieden met de voornaamste waterhoudende lagen,...)

7. De regelgevingstoestand van het bedrijf

(vergunningen en toelatingen voor de huidige site, beroepsverzoeken, eventuele overtredingen op het gewestplan of de vergunningen,...) als het voorontwerp de uitbreiding van het bedrijf beoogt.

1. Omschrijving van de menselijke en leefmilieukenmerken van het betrokken grondgebied (artikel 42, 3°)

De uitgestrektheid van dat grondgebied wordt aangepast volgens de in het vooruitzicht gestelde kenmerken. Ze wordt nader bepaald en punt voor punt beargumenteerd door het studiebureau.

1. Menselijke kenmerken

2.1.1. Bebouwing - Materiële goederen en erfgoederen

stedenbouwkundige structuur en architecturale morfologie van de bebouwing en de openbare ruimten, cultureel erfgoed (beschermde sites en goederen, beschermde gebieden,...), dichtheidskaarten en ontwikkelingspolen

2.1.2. Boven- en ondergrondse openbare infrastructuren en uitrustingen

(wegen, spoorwegen, hoogspanningslijnen en zeer hoge spanningslijnen, telefoonlijnen, ondergrondse leidingen,...) + cartografie en evolutie van de capaciteiten)

2.1.3. Menselijke activiteiten

(aard en kenmerken van de huidige en potentiële activiteiten w.o. landbouw, toerisme, gevoelige sociaal-culturele uitrustingen zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, ziekenhuizen, andere gevoelige menselijke bezigheden of (Seveso) industriële activiteiten,...)

2. Leefmilieukenmerken

2.2.1. Geologie

(Wordt indien nodig besproken)

2.2.2. Pedologie

(Karakterisering van de bodemsoort, kwaliteit en zeldzaamheid, een uittreksel van de pedologische kaart bijvoegen.)

2.2.3. Hydrogeologie en hydrologie

(stroomgebieden, deelstroomgebieden, categorie van de waterlopen, watervlakken, hydrogeologische kaart, waterhoudende laag (soort opgeven), piezometrie, waterwinningen, kwetsbare gebieden, beschermings- en bewakingsgebieden, gebieden onderhevig aan drukfactoren vanwege het leefmilieu,...)

2.2.4. Topografie en landschappen

(geomorfologie en landschappelijk waardevolle omtrekken, ADESA-vergezichten, uitzicht op het landschap vanaf de site en op de site vanuit een afgelegen punt in de omtrek + foto's,...)

2.2.5. Lucht en klimaat

(beschikbare gegevens over de luchtkwaliteit recht tegenover de woningen en de woon-, de recreatiegebieden, de gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, plaatsing van Owenmeetinstrumenten, klimaatgegevens, overheersende windrichting, op grond van de gegevensverwerking van het dichtstbij gelegen weerstation, luchtmonsters en -analyses, natuurschermen, ingebedde valleien, bijzondere situaties,...)

2.2.6. Geluidshinder en trillingen

(huidige bronnen en niveaus (akoestisch onderzoek) recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, bestaande of gemeten gegevens, de plaatsen van de metingen aangeven, alsook data en uren)

2.2.7. Fauna en flora

(inventaris en omschrijving van de soorten en de habitats, de bijzondere biotopen, de aquatische en moerasbiotopen, eventuele aanwezigheid van soorten en beschermde milieus)

3. Conclusies over de analyses van de drukfactoren en de potentialiteiten (artikel 42, 3°)

HOOFDSTUK VI. — *Aanduiding van de waarschijnlijke gevolgen van de uitvoering van het ontwerp op mens en leefmilieu*

Doel is de niet-verwaarloosbare vermoedelijke drukfactoren en effecten (cumulatieve secundaire synergetische, korte-, middelange- en langetermijneffecten, permanente en tijdelijke zowel positieve als negatieve effecten) op mens en leefmilieu duidelijk te maken. (artikel 42, 8°)

Indien de uitvoering van het (de) ontginningsgebied (-en) gefaseerd verloopt, dienen de effecten bepaald te worden in de verschillende stadia van die uitvoering.

Er wordt een onderscheid gemaakt tussen de effecten op de site beoogd bij het voorontwerp en de effecten op de naburige gebieden.

Die analyse dient uitgevoerd te worden voor de site van het voorontwerp en de liggingsvarianten.

1. Impact op de leefkwaliteit (gezondheid, veiligheid, hygiëne,...)

1. Bebouwing

(verband van het project met de bestaande agglomeratie en de aangrenzende eigendommen, verenigbaarheid met eventuele ontwikkelingsschema's, met de bestaande uitrustingen en de infrastructuur)

2. Effecten op de materiële en patrimoniale goederen

(beschermde monumenten en sites en archeologische opgravingen, barsten in gebouwen, aantasting van de stabiliteit van de gebouwen, verdwijning of verslechtering van gemeentepaden en wegen, ondergrondse leidingen (water, elektriciteit, gas, telefoon,...), elektrische lijnen,...)

3. Voertuigen-verkeer

(rechtstreeks, onrechtstreeks - aantal vrachtwagens per dag, reisweg, nuttig laadvermogen, effecten op het wegen- en snelwegnet, de infrastructuur en de mobiliteitsstromen,...)

4. Mijnschoten

(trillingen recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, site-effecten,...)

5. Geluidshinder

(recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra)

6. Lucht en klimaat

(stof - installatie van Owen-meetinstrumenten -, mistvorming, geurhinder,...)

7. Topografie en landschappen

(tijdens en na de ontginningsactiviteit, synthesesfoto's maken)

2. Impact op de menselijke activiteiten

Impact op de menselijke activiteiten (toeristische activiteiten, SEVESO-activiteiten, land- en bosbouwbedrijvigheid,...) (artikel 42, 9°)

3. Effecten op bodem en ondergrond

(karst, mijnwerkzaamheden, grondverschuiving, erosie, of andere geotechnische drukfactoren,...)

4. Impact op de hydrogeologie en hydrologie

1. Wijziging van het hydrogeologische stelsel

(verlaging van de grondwaterstand, grondverzakking, invloed op de waterwinningen en het hydrografisch stelsel,...)

2. Wijziging van het hydrogeologische stelsel

(debiet en vuilvracht van de waterlopen, overstromingen na lozing van bemalingswater, verdwijning/ontstaan van vochtige gebieden,...)

3. Inzet van tot drinkwater verwerkbaar watervoorraden

2. Impact op de fauna, de flora, de biodiversiteit

Tijdens en na de uitvoering van het project, verslechtering en verlies van faunistische habitats en ecosystemen, potentiële impact op soorten en habitats van soorten, met een gemeenschapsbelang, Natura2000 omtrekken,... (wetgeving inzake natuurbehoud en Europese richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG)

3. Interactie tussen die verschillende factoren

4. Kenmerken van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (artikel 42, 4°)

Doel is om ten opzichte van de punten 1 t.e.m. 6 zoals hierboven de gebieden aan te duiden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden, de leefmilieukenmerken van die gebieden aan te geven en erop te wijzen hoe die kenmerken door het ontwerp gewijzigd dreigen te worden.

HOOFDSTUK VII. — *Onderzoek naar de uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten van het voorontwerp of de liggingsvarianten*

1. Voorstelling van de afbakenings- en uitvoeringsvarianten (artikel 42, 11°)

De afbakeningsvarianten zijn wisseloplossingen voor de omtrek van de gebieden.

De uitvoeringsvarianten beantwoorden bijvoorbeeld aan :

- een nadere omschrijving van de bestemmingen van de gebieden;
- een fasering van de bezetting;
- technische uitrustingen of bijzondere inrichtingen,...

Op schaal van het invloedsgebied zijn de grondslagen voor de aanduiding van de afbakeningsvarianten en de uitvoeringsvarianten :

- beantwoorden aan de doelstellingen van het voorontwerp;
- beantwoorden aan de bepalingen van het "CWATUP" (artikel 1, § 1) aan het bepaalde van het Wetboek en andere gewestelijke regelgevende of beleidsbepalende documenten;
- zo goed mogelijk gebruik maken van de potentialiteiten en de dwingende omstandigheden van het gebied : de negatieve effecten zo klein mogelijk houden en de positieve effecten begunstigen op sociaal, economisch en ecologisch vlak.

2. Uit te voeren maatregelen (artikel 42, 10°)

De uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten op het leefmilieu dienen voor elke variant aangeduid te worden.

Als dergelijke maatregelen in het voorontwerp aanwezig zijn, dient nagegaan te worden of ze afgestemd zijn op de doelstellingen van de herziening en de bijzonderheden van de omgeving. Indien nodig kunnen nieuwe voorschriften worden toegevoegd.

1. Aanpassing van de regelgevende zonerings

(met inbegrip van de omtrekken bepaald in artikel 40 van het Wetboek), met inbegrip van de gebieden die de planologische compensatie vormen.

2. Opstellen van bijkomende voorschriften

Die bijkomende voorschriften kunnen het volgende inhouden (artikel 41 van het Wetboek) :

- een nadere omschrijving van de bestemmingen van het (de) gebied(en)
- de uitvoering van een gemeentelijk plan van aanleg;
- de fasering van de bezetting van het (de) gebied(en);
- de omkeerbaarheid van de bestemmingen indien er geen uitvoering is na verloop van een bepaalde tijd;
- ...

1. Aanduiding van technische uitrustingen en bijzondere inrichtingen

2. Geschatte doeltreffendheid van die niet-herleidbare maatregelen en residuele effecten

1. Opmeten in hoeverre de doelstellingen die relevant zijn voor de bescherming van het menselijk en natuurlijk milieu in het kader van de herziening van het gewestplan in rekening zijn gebracht (artikel 42, 7°)

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu slaan minstens op volgende onderwerpen : de biodiversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodems, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het culturele erfgoed met inbegrip van het architectonisch en het archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen die factoren.

Het betreft de doelstellingen inzake milieubescherming die "relevant" zijn voor bedoeld plan. De relevantie van een doelstelling wordt beoordeeld naar de waarschijnlijke aanzienlijke effecten van het plan op het leefmilieu zoals hierboven omschreven.

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu zijn die, welke vastgesteld zijn op internationaal, communautair of lidstatenniveau.

Wat het communautaire niveau betreft, kunnen die doelstellingen afgeleid worden uit meer bepaald het zesde milieuoactieprogramma, maar eveneens uit de verschillende Europese richtlijnen zoals de kaderrichtlijn voor het waterbeleid.

Bij opname van de internationaal of Europees vastgestelde doelstellingen in nationaal, gewestelijk of lokaal vastgestelde doelstellingen hoeven enkel laatstgenoemden in overweging te worden genomen.

2. Waarschijnlijke evolutie van de leefmilieutoestand als het plan niet wordt uitgevoerd (artikel 42, 3°)

Hier wordt de waarschijnlijke ontwikkeling van de leefmilieukeurmerken opgegeven van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (zie hfdst IV, punt 7) indien een herziening van het gewestplan uitblijft.

HOOFDSTUK VIII. — *Analyse van de compensaties*

De analyse van de milieueffecten betreft zowel de planologische compensaties als alle vormen van alternatieve compensaties ongeacht of ze met operationele, energetische, milieu- of mobiliteitsdoeleinden zijn of ze zich al dan niet uitden door de aanleg van infrastructuren, uitrustingen of installaties.

Alleen de elementen van vorige hoofdstukken die als relevant worden beschouwd, moeten geanalyseerd worden.

De negatieve en positieve effecten moeten geïdentificeerd worden.

In geval van negatieve effecten kan het studie bureau verzachtende maatregelen of een afbakeningsvariant voorstellen.

HOOFDSTUK IX. — *Verantwoordingen, aanbevelingen en opvolging van de uitvoering van het gewestplan*

1. Verantwoording en vergelijking van het voorontwerp en de verschillende afbakenings- en uitvoeringsvarianten (artikel 42, 11°)

De verantwoording gebeurt op grond van artikel 1, § 1, van het Wetboek en de analyse van de voorgaande hoofdstukken.

In de vorm van een tabel berust de vergelijking minstens op onderstaande elementen : effecten (zowel positieve als negatieve) op het leefmilieu, uit te voeren maatregelen ter verzachting van de maatregelen, overige effecten.

Erop wijzen welke de voornaamste potentialiteiten en drukfactoren van het herzieningsontwerp van het gewestplan zijn.

Conclusies over de aanvraag en, in voorkomend geval, aanbevelingen formuleren.

2. In het vooruitzicht gestelde maatregelen voor de opvolging van de uitvoering van het gewestplan (artikel 42, 13°)

Zaak is, de lijst op te maken van de niet-verwaarloosbare effecten, opvolgingsindicatoren voor die effecten voor te stellen, wijze van berekening of vaststelling ervan, de gebruikte gegevens en hun bron, evenals hun grenswaarden.

De auteur kan raad geven over punten die in het vergunningsaanvraagdossier en het effectonderzoek van het ontwerp uitgewerkt moeten worden.

HOOFDSTUK X. — *Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden*

1. Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden (artikel 42, 12°)

Doel is de specifieke elementen van de evaluatiemethode te omschrijven en de moeilijkheden te bepalen die met name tijdens de verzameling van gegevens en de methodes voor de schatting van de behoeften ondervonden zijn.

2. Grenzen van het onderzoek (artikel 42, 12°)

De auteur van het onderzoek geeft aan welke moeilijkheden gerezen zijn en op welke punten hij niet dieper is kunnen ingaan en die eventueel uitgediept kunnen worden in toekomstige effectonderzoeken.

Bibliografie

Niet-technische samenvatting

Inhoudstafel, gevolgd door de lijst van de kaarten, figuren en foto's (met opgave van het nummer van de bladzijde waar ze zich bevinden).

De niet-technische samenvatting is een onafhankelijk document van hoogstens dertig tekstbladzijden. Met een kaart-, figuur- en kleurenfotodocumentatie.

Dat document moet het effectonderzoek van het plan samenvatten en het omzetten naar een niet-technische taal om het begrijpelijk te maken voor een publiek van niet-kenners en de deelneming van de burgers aan het openbaar onderzoek bevorderen.

De voorgestelde positieve en negatieve effecten en verzachtende maatregelen (aanbevelingen) worden in een samenvattingstabel gepresenteerd.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot herziening van het gewestplan Marche-La Roche (bladen 49/5, 55/1 en 55/2) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening met het oog op de opneming van een ontginningsgebied als uitbreiding van de steengroeve van Préalles op het grondgebied van de gemeente Durbuy (Heyd) en, bij wijze van planologische compensaties, op de bestemming als landbouwgebied en bosgebied van gronden opgenomen als ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente Durbuy (Heyd en Tohogne).

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 597

[2009/200594]

5 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Namur (Beez)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 22, 23, 25, 32 à 41 et 42 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 14 mai 1986 et 5 décembre 1991 établissant le plan de secteur de Namur, ayant fait l'objet de plusieurs modifications;

Vu les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mai 2004 et 20 avril 2006 adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Namur (Beez);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision partielle du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Namur (Beez) et adoptant le contenu de l'étude d'incidences de plan;

Considérant l'étude d'incidences sur l'avant-projet de plan de secteur réalisée par la société anonyme ARIES Consultants, dûment agréée conformément à l'article 42 du Code; considérant que le document final de l'étude a été déposé en août 2008;

Considérant les remarques formulées par la Commission régionale d'aménagement du territoire le 30 mai 2008;

Considérant que l'étude d'incidences estime que les objectifs de l'avant-projet s'inscrivent dans les principes de l'article 1^{er} du Code en ce que le projet de la SA GRALEX vise à répondre à des besoins économiques tout en conciliant le maintien de l'emploi lié à l'activité extractive sur le site et des efforts quant à la qualité de vie des riverains;

Considérant que l'étude d'incidences de plan conclut que l'avant-projet de révision du plan de secteur rencontre globalement les options du schéma de développement de l'espace régional le concernant;

Considérant que l'étude d'incidences considère que le projet s'inscrit globalement dans les objectifs du plan d'environnement pour le développement durable (PEDD) en ce qui concerne l'inscription d'une zone d'extraction; que cependant la disparition d'environ 4 hectares de zone agricole et 1,5 hectare de zone forestière d'intérêt paysager est en contradiction avec les actions du PEDD relatives aux ressources forestières, au maintien des zones agricoles couvrant un espace suffisant et au renforcement des prescriptions de la zone d'intérêt paysager; que les contradictions avec les actions du PEDD portent sur des superficies fort limitées;

Considérant que l'étude d'incidences conclut que l'avant-projet respecte dans son principe les objectifs directeurs du contrat d'avenir pour la Wallonie; en particulier par le maintien d'une activité extractive propre à soutenir le développement d'une société en activité;

Considérant que l'étude d'incidences valide la localisation de l'avant-projet de révision du plan de secteur par l'opportunité que représente l'inscription d'une zone d'extraction en extension d'une carrière performante, productive et bien située d'un point de vue de l'accessibilité; que l'auteur conclut, de l'examen de la carte géologique et de la connaissance du gisement exploité, que les roches présentes doivent présenter les mêmes qualités que celles actuellement exploitées dans la carrière en activité;